



INITIATIVE INTA POUR HABITAT III

VILLES ET TERRITOIRES EN MUTATIONS

2016

International Urban
Development Association
Association Internationale
du Développement Urbain

INTA



Direction de publication :

Maurice Charrier, Président de l'INTA

Marc Baietto, Président du Comité Scientifique de l'INTA

Michel Sudarskis, Secrétaire général de l'INTA

Édition :

Lola Davidson

Auteurs :

L'INTA remercie les contributeurs à ce rapport : Roland Amador, Zulma Bolivar, Luis Buezo de Manzanedo, Henry Chabert, Jean-Yves Chapuis, Didier Drummond, Gilbert Emont, Jacques Gally, Marc Claudemans, Sylvain Guillot, Christian Laroche, Nicolas Le Berre, Serge Le Boulch, Olivier Lemaire, Jean-Robert Mazaud, Sarah Moser, Germanico Pinto, Thomas Sanchez, Philippe Serizier, Elise Soulier, Robert Spizzichino, Christine Sudarskis.

Direction artistique :

Pierre-Olivier Thiriet | p-o-t.fr

Les propos de ce document n'engagent personne d'autre que leurs auteurs.

AVANT-PROPOS

L'Association internationale du développement urbain (INTA), partenaire de la ville en mutation, a engagé une initiative audacieuse autour de la conférence Habitat III pour répondre au besoin de donner un sens au développement urbain et de clarification des enjeux et des acteurs.

Depuis sa création en 1975, l'INTA, née des grandes politiques nationales des villes nouvelles, réunit décideurs et praticiens publics et privés qui entendent mutualiser et partager leurs connaissances et savoir-faire, expériences et pratiques, et qui défendent une vision intégrée, durable et transversale du développement urbain.

L'INTA propose au lecteur attentif et intéressé une clarification des ruptures annoncées qui sont des défis incontournables et quelques propositions d'actions sur des thèmes essentiels qui seront ceux de la ville de demain, celle que nous voulons faire ensemble, mais qui sont déjà ceux de la ville que nous habitons aujourd'hui.

C'est sur ce registre que se situe la modeste ambition de ce travail, dans le souci de faciliter la prise en charge des propositions d'Habitat III par les habitants et les responsables de chaque territoire, en fonction de leur propre volonté d'avenir.

TABLE DES MATIÈRES

LA VILLE DEMAIN ?	7
— La ville change avec le monde	7
— Faire la ville de demain : défi ou illusion ?	7
— L'émergence de la société des urbains	8
— L'urgence de penser et de faire autrement	10
<hr/>	
L'INITIATIVE INTA	13
<hr/>	
LES RUPTURES ANNONCÉES	17
— Développement démographique, vieillissement et migrations	17
— Les mutations économiques avec le numérique et la dématérialisation	17
— La préservation de la planète, comment habiter la terre autrement	18
_____ <i>Nature et culture doivent se penser ensemble</i>	18
<hr/>	
CONNAISSANCE, INNOVATION ET EXPÉRIMENTATION DANS LE PROJET URBAIN	21
— L'économie de la connaissance transforme la relation au travail	21
— L'innovation urbaine : une œuvre collective à toutes les échelles	21
— La ville est projet de société	22
<hr/>	
QUELQUES PRINCIPES D'ACTION FONDAMENTAUX POUR HABITER DEMAIN	25
— Le « bien-vivre »	25
— Le refus d'un modèle urbain dominant	26
— Les échelles d'intervention	26
— La nouvelle économie de la ville	28
_____ <i>Les biens communs</i>	28
_____ <i>Politique des sols et construction : quelle solvabilité ?</i>	29
_____ <i>Formes nouvelles de financement, d'aménagement et de construction</i>	30
_____ <i>Épargne privée et le logement</i>	30
— Nature, culture et projet de ville	30
_____ <i>Le rapport urbain rural</i>	31
_____ <i>Déplacements, mobilité, accessibilité</i>	31
_____ <i>Risques et résilience</i>	32
— Gouvernance territoriale et nouvelle citoyenneté	32
_____ <i>Le pouvoir d'agir des habitants</i>	33
_____ <i>« Pouvoir d'agir » et équité territoriale face à la pauvreté</i>	33
_____ <i>La régulation urbaine par la solidarité</i>	34
<hr/>	
NOUVELLE DONNE INTERNATIONALE	35
<hr/>	
PARTENAIRES DE L'INITIATIVE INTA	38
<hr/>	
ANNEXES	39
— Les singularités du contexte latino-américain	39
— Innovations et expérimentations : repères	39

LA VILLE DEMAIN ?

« *L'apprentissage à partir de l'expérience, et de la sanction du réel, peuvent nous protéger des idées fausses, du totalitarisme technologique et de l'indifférence à l'environnement.* »

RICHARD SENNETT

« *Prenons garde d'entrer dans l'avenir à reculons.* »

PAUL VALÉRY

– La ville change avec le monde

La ville change parce que le monde change. Mais que l'on ne s'y trompe pas.

La ville n'est pas en crise ; elle vit des mutations irréversibles. Nous sommes face à 3 incertitudes :

- Incertitude de l'homme au sens générique
- Incertitude du développement et de l'économie
- Incertitude des territoires à l'heure de la société de réseaux et en réseaux

Les mutations de la ville ne posent pas de problèmes techniques ou urbanistiques insolubles ; elles posent des questions politiques, fondamentalement politiques, et il n'y a pas de réponses seulement techniques à cette interrogation.

La crise, s'il en est, est dans la représentation, l'image, et l'appropriation de la ville par ses habitants ; les doutes naissent de l'inadaptation ou de l'inadéquation des réponses techniques ou conceptuelles de l'urbanisme aux réalités qui ne leur correspondent plus ni aux changements qui atteignent le « dire » et le « faire » de la ville.

La crise, s'il en est, est dans la représentation, l'image, et l'appropriation de la ville par ses habitants.

Ce qu'il nous faut alors changer, c'est notre approche de la ville : nous ne pouvons plus la mesurer, la décrire (le récit urbain), la construire et la gérer, dans les mêmes termes et exactement avec les mêmes outils que naguère.

La ville change parce que tout le monde peut y accéder¹. Mais son usage est plus éphémère, plus aléatoire, plus fugitif – plus précaire souvent.

1. Si la ville est accessible à tous, pour les personnes en situation de pauvreté extrême, une migration demande de l'argent qu'ils n'ont pas ou du moins pas pour toute une famille et tout le monde n'accède pas de la même manière aux services de la ville.

La ville change dans la perception que nous en avons. Nous lisons la ville autant par les applications de nos téléphones mobiles - perception d'une image virtuelle, que par nos évolutions dans son espace concret - expérience réelle ; les deux usages s'interpénètrent.

La ville est partout ; peu de lieux où ne s'exerce son influence, où ne s'établisse une interdépendance. Malgré tout, les fondamentaux demeurent ; la raison d'être de la ville ne change pas : la ville reste le lieu où la rencontre du maximum de forces, du maximum de diversité, du maximum de connaissance engendrent un foisonnement de progrès utiles à l'ensemble de la société (urbaine ou extérieure).

Un processus antinomique est apparu : alors que la ville est de plus en plus mouvante, que sa « ressource humaine » est de plus en plus composite (habitants, actifs, propriétaires, touristes, migrants...), que ses limites sont de moins en moins « identifiables », que de plus en plus elle s'affirme autant par son aire et ses axes d'influence que par son occupation spatiale...

Paradoxalement la recherche de la concentration des fonctions, dans les plus grandes villes, produit des effets allant à l'encontre de la fonction de « catalyseur des diversités » : elle conduit à une spécialisation fonctionnelle, sociale, spatiale et individuelle qui cloisonne et qui bloque la ville, la fige dans ses bastions et ses délaisés, dans un processus antinomique d'un idéal d'inclusion et de frugalité.

– Faire la ville de demain : défi ou illusion ?

La ville pour les deux prochaines décennies est au centre de la 3e Conférence mondiale des Nations Unies pour l'Habitat². Ce thème donne à cet événement un caractère majeur. Moment fort également par l'ampleur des débats qu'il a suscités en amont et auxquels ont participé, outre les Etats, des milliers de collectivités territoriales, d'organisations non gouvernementales, de chercheurs...

2. Conférence Habitat III : 17-20 octobre 2016, Quito, Equateur

Que peut-on en attendre ? est une question légitime.

Répondre à cette question nécessite au préalable une évaluation des résultats des deux précédentes Conférences. On ne peut ignorer la contribution positive des conférences de Vancouver et d'Istanbul³ à la prise de conscience des grands enjeux d'abord du logement puis de l'urbanisation auxquels nos sociétés sont confrontées et des avancées favorisées par de nombreuses recommandations. Mais ce sont uniquement des « recommandations » qui portent les limites imposées par la recherche d'un consensus. Cela aboutit trop souvent à réduire les résolutions à des plus « plus petits dénominateurs communs » repoussant les propositions les plus novatrices et les plus avant-gardistes.

La portée des propositions est également limitée du fait de la référence à un modèle de développement urbain dominant (que l'on peut qualifier « à l'occidentale »). Modèle qui s'est imposé dans le cadre de la mondialisation économique, et jouant de ce pouvoir attractif jusqu'à supplanter les références vernaculaires ou en rupture avec les approches conventionnelles.

En conséquence, il convient de considérer la conférence de Quito comme une étape nouvelle dans un processus qui contribuera in-fine véritablement à l'amélioration de conditions de vie des citoyens dans leur ville. Sans illusions excessives et, pour autant, sans démobilitation.

On ne relèvera les défis du développement urbain des 20 prochaines années qu'en rompant avec les tendances et pratiques actuelles.

– L'émergence de la société des urbains

Si Vancouver avait mis l'accent sur le logement et Istanbul sur la relation rural-urbain, Quito met la ville au centre du débat. C'est avant tout prendre acte que le sujet de *l'habiter* ne saurait faire l'économie d'un approfondissement sur ce que sera la ville de demain,

alors que plus de 70 % de la population de la planète sera constituée d'urbains à l'horizon 2030.

Réfléchir sur la ville de demain, c'est aussi prendre la suite de bien des tentatives pour objectiver l'aménagement urbain afin d'améliorer le fonctionnement de ce mode désormais dominant du « vivre ensemble ».

Mais réfléchir sur la ville de demain, c'est aussi prendre la suite de bien des tentatives pour objectiver l'aménagement urbain afin d'améliorer le fonctionnement de ce mode désormais dominant du « vivre ensemble ». Cela nécessite une analyse préalable et pertinente de ce que sont les composantes de cette concentration accélérée des hommes autour de ce mode d'habiter et de l'usage qu'ils en ont ou en attendent.

Cela renvoie au contexte, encore très proche, où le monde urbain se définissait par rapport à un monde rural dominant et porteur des valeurs d'une civilisation enracinée dans le « néolithique ».

Désormais le monde urbain, devenu majoritaire, doit définir ses propres enjeux et paramètres d'organisation.

De tous temps les idéologies ont eu une place déterminante dans cette réflexion et ont conduit à un fonctionnalisme « savant », segmentant a priori l'activité supposée homogène d'une population (se loger, travailler, se divertir...) dans un espace et un temps délimités et stables autorisant un raisonnement en vase clos.

Mais « l'unification » urbaine de la planète même si elle concentre désormais l'essentiel de sa population sur un espace toujours aussi limité à son échelle, voit sa densité augmenter à grande vitesse.

Et, dans un tel espace, l'habitat retrouve la place essentielle en tant que lieu identitaire de chaque groupe d'urbains élémentaire (le « foyer »), confronté au grand nombre et au risque de perte d'identité.

Dès lors cela donne une dimension particulière à des évolutions concernant nos références socioéconomiques habituelles, et qui sont elles mêmes toutes de véritables révolutions.

3. Conférence Habitat I : 31 mai au 11 juin 1976, Vancouver, Canada
Conférence Habitat II : 3-14 juin 1996, Istanbul, Turquie



***On ne relèvera les défis
du développement
urbain des 20
prochaines années
qu'en rompant
avec les tendances
et pratiques actuelles.***

Que l'on en juge :

- Depuis toujours la ville est le lieu qui permet de répondre aux besoins fondamentaux des hommes. Mais cette réponse ne va jamais de soi et la pression des événements ou des idéologies dominantes peut faire oublier cette finalité.
- Repoussant sans cesse ses limites, la ville contemporaine en vient à dissoudre la notion même de limite devenant ainsi une ville « liquide » que nul ne peut prétendre saisir. Elle renvoie nos distinctions classiques à une autre Histoire, elle ségrègue, elle attire, elle repousse, elle séduit.
- Échappant à toutes les analyses qui, il y a peu, nous donnaient le sentiment de la comprendre, la ville nous lance un défi prométhéen, non pas celui de la maîtrise (qui est une figure du passé) mais de l'accompagnement. Cela nous demande de nous situer toujours à mi-chemin entre le « déjà-là » (marqué par l'histoire des générations qui ont fabriqué la ville) et le « à venir » (de la création ou l'innovation) par lequel nous nous approprions la ville.

– L'urgence de penser et de faire autrement

La crise systémique de nos sociétés exige des solutions, des débats nouveaux, radicaux. Elle nous oblige à réfléchir à une nouvelle économie des besoins, à des modes de développement plus justes, plus rationnels, plus économes en énergie, moins polluants, moins prédateurs. Crise urbaine ou crise politique, elle exige sans attendre de construire une nouvelle « culture urbaine », fondée sur une (des) vision(s) tendant à l'harmonie, aux échanges équilibrés entre les êtres humains, avec soi-même et la nature. La crise invite à la recherche d'une approche inédite d'un mode de production, reproduction et accumulation, toujours en équilibre avec la nature.

La crise invite à la recherche d'une approche inédite d'un mode de production, reproduction et accumulation, toujours en équilibre avec la nature.

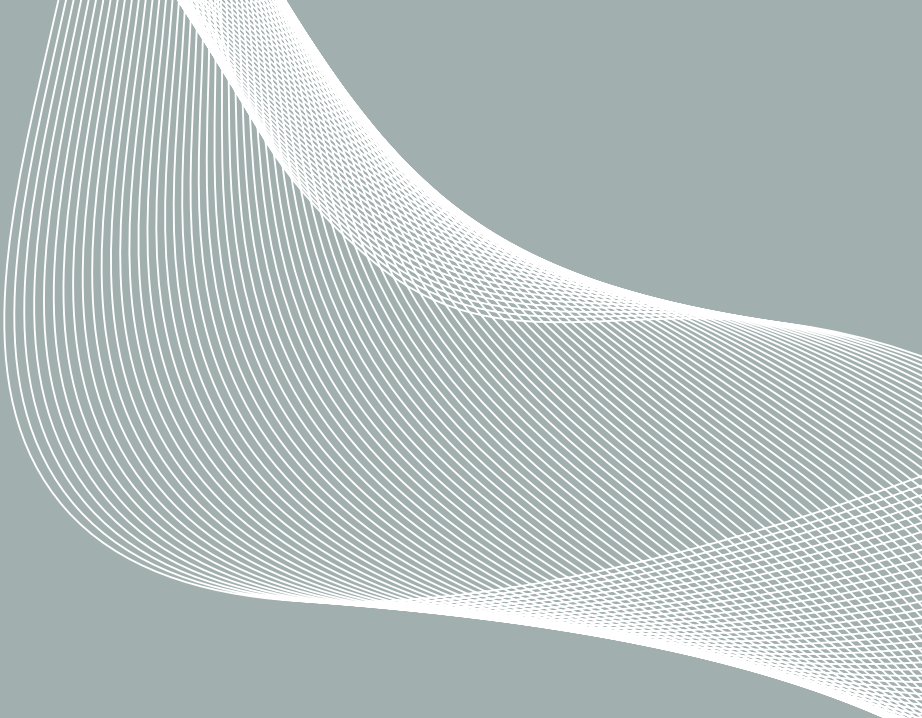
Cette approche exige de clarifier trois convictions concernant la ville elle-même :

- La ville va bien au-delà de la juxtaposition de fonctions très sectorialisées – logement, transport, économie, environnement...
- La ville a un sens qui est plus riche et plus complexe que les qualificatifs attribués issus d'une longue liste des thèmes à la mode – résiliente, inclusive, équitable, ouverte, intelligente, régénératrice...
- La ville est autre chose qu'une marchandise que se partagent producteurs, clients et consommateurs.

Où commence-t-elle, où finit-elle ? A quelle échelle doit-elle être gérée ? Comment fonctionnent toutes ses interactions ? Que demandent les habitants et comment vivent-ils ; quels leviers pour apporter des réponses en termes de services aux demandes multiples de ces populations ?

Comment prendre en compte les problèmes posés par le chômage, les inégalités sociales et territoriales, la pauvreté, les mutations économiques, les risques climatiques mais aussi le vieillissement, les névroses et maladies urbaines, ou le sentiment d'impuissance et d'absence d'une véritable vision de la société urbaine dans le monde contemporain ?

C'est à ces questions que nous avons tenté non de répondre de manière définitive, ce qui serait prétentieux, mais de mettre sur la table des éléments de débats dont chacun pourra s'emparer, à sa façon et avec sa sensibilité propre.



***La ville nous lance
un défi prométhéen,
non pas celui de la
maîtrise (qui est une
figure du passé) mais
de l'accompagnement.***

***Nous, membres de
l'INTA, voulons affirmer
une conviction forte :
nous avons la capacité
de créer et gérer des
villes humaines,
respectueuses de leurs
habitants, attentives
à leurs besoins
fondamentaux.***

L'INITIATIVE INTA

Les activités de l'INTA au cours des années écoulées témoignent d'une reconnaissance de notre association. Cette reconnaissance s'ancre dans les travaux et projets accumulés grâce à la qualité d'un réseau pluriel et diversifié de praticiens de l'urbain issus de toutes les sphères contribuant à la production de la ville dans le respect de notre charte d'éthique. Cette reconnaissance a permis des coopérations et partenariats étroits et riches avec des institutions étatiques, des collectivités territoriales, des entreprises publiques et privées, des grandes écoles et universités...mais également avec des organisations internationales⁴.

Parce que nous sommes des acteurs de la ville, nous, membres de l'INTA, voulons affirmer une conviction forte : nous avons la capacité de créer et gérer des villes humaines, respectueuses de leurs habitants, attentives à leurs besoins fondamentaux. Nous voulons sortir des propos incantatoires pétris de bons sentiments qui ne servent qu'à masquer l'indifférence au sort des femmes et des hommes qui font les villes et y vivent.

Nous entendons contribuer à ce que nos villes soient avant tout des lieux du bien vivre, c'est-à-dire des lieux qui offrent « la capacité d'affronter les problèmes vitaux aussi bien comme individu que comme citoyen y compris comme citoyen du monde ». Cette démarche vise à placer chaque moment de la vie urbaine sous le regard des personnes et non sous celui d'une approche purement technique. Veiller à l'hospitalité des espaces publics, faire en sorte qu'il y ait une équité entre les différents espaces de la ville, garantir la sécurité, permettre le développement de la sensibilité ou délivrer une information compréhensible par tous, sont quelques unes des pistes pour faire que chacun habite sa ville.

Nous voulons aider à tracer la route qui nous permettra de réaliser cette ville du bien vivre, avec une perspective simple : la ville est faite pour et par les femmes et les hommes qui y vivent et y travaillent. Lieu de production de richesses, lieu de cultures par le métissage et l'hybridation, par la présence du passé au travers du déjà-là, par les possibilités de création qu'elle offre, elle ouvre à chacun le champ des possibles pour lui permettre de vivre.

C'est tout le sens de l'INITIATIVE INTA lancée depuis plus d'un an et qui se poursuivra bien après Quito.

De quoi s'agit-il ?

Nous avons depuis 2015, mobilisé nos réseaux, organisé des sessions d'échanges avec des élus, des professionnels, des chercheurs, des mouvements sociaux, et participé à des rencontres régionales sur les enjeux du développement urbain et cela avec deux objectifs :

- Au travers de la diversité des situations, mettre en évidence les tendances lourdes à l'œuvre, et les perceptions par chacun de ces enjeux, des stratégies à mettre en œuvre et des priorités d'actions. Ces enjeux nous sont connus par la diversité de nos membres, responsables et opérationnels dans tous les secteurs de la création, de la gouvernance et de la gestion de la ville à travers les continents. Elles sont garantes de propositions ancrées dans le réel et à ce titre, transposables sinon reproductibles en d'autres lieux que ceux qui leur ont donné naissance.
- En nous appuyant sur les multiples expérimentations lancées dans différentes parties du monde appréhender les principales ruptures possibles et les expérimentations qui sont autant d'innovations permettant d'ouvrir le champ des possibles pour

4. Toutes nos activités et informations sur le réseau : www.inta-ainv.org

peu que nous sachions saisir les signaux faibles qu'elles nous adressent en permanence.

Des centaines de membres de l'INTA ont soutenu notre initiative pour répondre à toutes ces questions – simplement et de manière non définitive ce qui serait irréaliste et arrogant - et se sont ainsi interrogés sur les mutations et les principes d'action à inscrire dans un agenda urbain des vingt prochaines années.

À la suite de ce long travail, nous avons rédigé un texte qui présente une vision parmi d'autres de l'avenir du monde urbain. Ce texte, non soumis à des contraintes institutionnelles, n'a pas d'autre prétention que de rassembler en les résumant des apports multiples qui mettent en évidence les « disruptions » à introduire dans les politiques urbaines, et les solutions novatrices à mettre au point.

À la suite de ce long travail, nous avons rédigé un texte qui présente une vision parmi d'autres de l'avenir du monde urbain.

La mise en œuvre des solutions passe en priorité par la formation. Celle-ci doit toucher à toutes les dimensions de l'existence et surtout ne pas s'enfermer dans des modèles qui priveraient chacun de sa capacité de créer. En la matière, il faut veiller à ce que la « société de la connaissance » ne soit pas que la résultante d'un simple déploiement de machines qui nous ferait oublier que cette connaissance n'a de sens que mise au service d'un projet humain.

Dans le même état d'esprit, il est impératif de retrouver les voies d'une citoyenneté ouverte à tous les habi-

tants. Le siècle passé a conduit à une concentration des pouvoirs (pour ne pas dire à une confiscation). Rendre la parole à chacun pour retrouver les voies du débat public exige que chaque lieu de prise de parole soit conçu dans une démarche d'équilibre politique autant que technique tendue entre le global et le local. De la même manière, il est nécessaire de distinguer gouverner et gérer : gouverner prend sa source dans la légitimité que donne la souveraineté du peuple exprimée par un vote ; gérer trouve sa légitimité dans l'expertise technique. L'un est de l'ordre des fins, l'autre est de l'ordre des moyens.

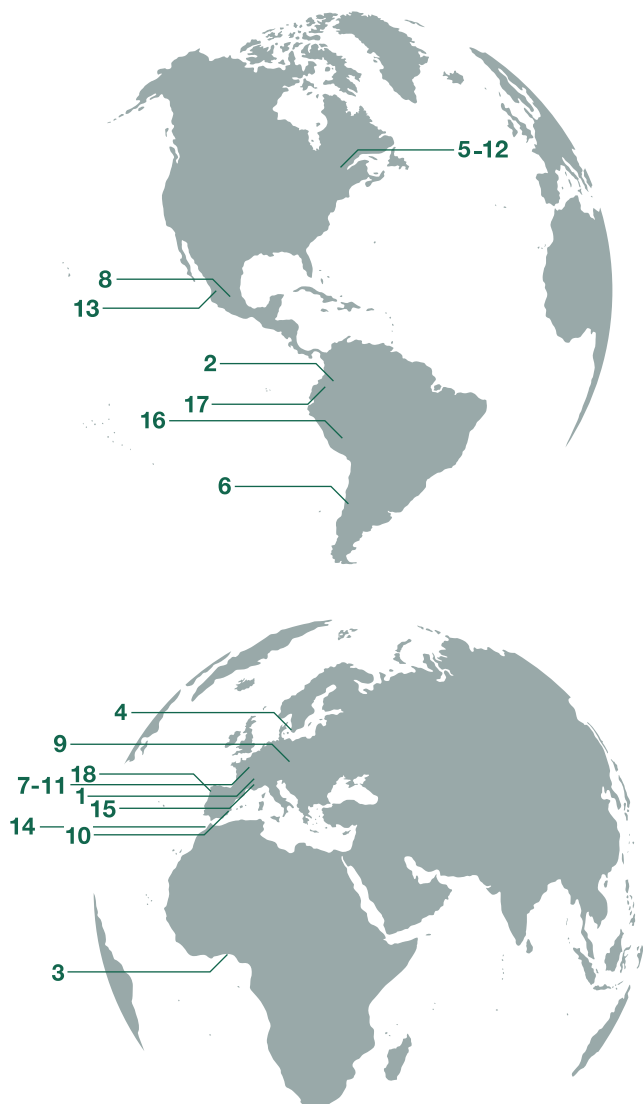
Après Quito, nous réunirons notre Congrès annuel à Lisbonne et nous verrons comment poursuivre tant en matière de formation que de débat public⁵. Il s'agira sans doute d'organiser à partir de diverses situations locales, une série d'interventions sur les conditions de mise en œuvre des principes adoptés par Habitat III et les changements qui peuvent en découler. Ceci avec deux outils en particulier : les contributions issues d'Habitat III et le présent texte afin d'élargir les débats d'une part, la volonté de proposer des solutions de rupture d'autre part.

Sur ce dernier point, rappelons que l'apport novateur des actions ne se mesure et ne se construit qu'en fonction des forces et des paramètres particuliers à chaque système territorial : c'est avec cette préoccupation qu'a été élaboré le présent document, dans un souci de complémentarité avec les propositions d'Habitat III.

Ce faisant, nous assumons pleinement notre responsabilité historique de faire une ville nouvelle en partant de la ville existante et d'être un lieu où peuvent se frotter librement des cultures, des savoirs et des points de vue, en conservant le souci du réel.

5. Congrès INTA40 « Habiter, construire, financer la ville post-Habitat III » : 27-30 novembre 2016, Lisbonne, Portugal

UNE MOBILISATION LARGE ET TRANSVERSALE



1. Lyon, France

Réunion de la plateforme INTA Rhône-Alpes en session spéciale « pauvreté et politiques publiques », 26 mai 2015

2. Medellín, Colombie

Session spéciale dans la conférence « Cities for Life », 31 août – 1^{er} septembre 2015
> www.inta-aivn.org/fr/medellin

3. Cotonou, Bénin - Lomé, Togo

Atelier prospectif « La mobilité urbaine en Afrique », à l'occasion de l'inauguration par le Codatu du Master Transport et Mobilité Durable dans les Villes Africaines, 15-16 septembre 2015
> www.inta-aivn.org/fr/lome

4. Malmö, Suède

Table ronde internationale « Aménager par valeurs », 7-8 octobre 2015
> www.inta-aivn.org/fr/malmo

5. Montréal, Canada

Participation à la rédaction de la Déclaration de Montréal sur les aires métropolitaines dans le nouvel agenda urbain, 6-7 octobre 2015
> www.inta-aivn.org/fr/montreal-metro

6. Santiago du Chili, Chili

Table-ronde internationale « innovation et gouvernance de la gestion de l'eau », 21-22 octobre 2015
> www.inta-aivn.org/fr/santiago

7. Paris, France

Session spéciale au Congrès INTA39 « Pour un nouvel agenda urbain », 24-26 novembre 2015
> www.inta-aivn.org/fr/inta39

8. Puebla, Mexique

« Définition des lignes stratégiques pour la mise en œuvre du Plan Municipal de Développement Urbain de Puebla », 13-18 février 2016
> www.inta-aivn.org/fr/puebla

9. Prague, République Tchèque

Side-event à la conférence régionale européenne des Nations Unies « le rôle des réseaux dans la mise en œuvre de l'agenda urbain », 16-18 mars 2016
> www.inta-aivn.org/fr/prague

10. Valence, Espagne

Échanges au Forum mondial sur l'accès à la terre et aux ressources naturelles, AGTER, 31 mars - 2 avril 2016

11. Paris, France

Session spéciale Caisse des Dépôts « Smart City », 6 avril 2016

12. Montréal, Canada

Séminaire « Regards sur le future agenda urbain et présentation d'une matrice de développement », 13 avril 2016
> www.inta-aivn.org/fr/montreal-mcgill

13. Toluca, Mexique

Side-event à la conférence régionale latino-américaine des Nations-Unies « Gouvernance métropolitaine et consolidation des territoires responsables », 19 avril 2016
> www.inta-aivn.org/fr/toluca

14. Rabat, Maroc

Échanges au premier Forum Ministériel Africain sur l'Habitat et le Développement Urbain (FOMAHDU) « Politiques urbaines et développement durable », 11-12 mai 2016

15. Grenoble, France

Les ateliers de la transition énergétique : l'apport de Grenoble-Alpes Métropole à la Conférence Habitat III, 24 juin 2016
> www.inta-aivn.org/fr/grenoble

16. Arequipa, Pérou

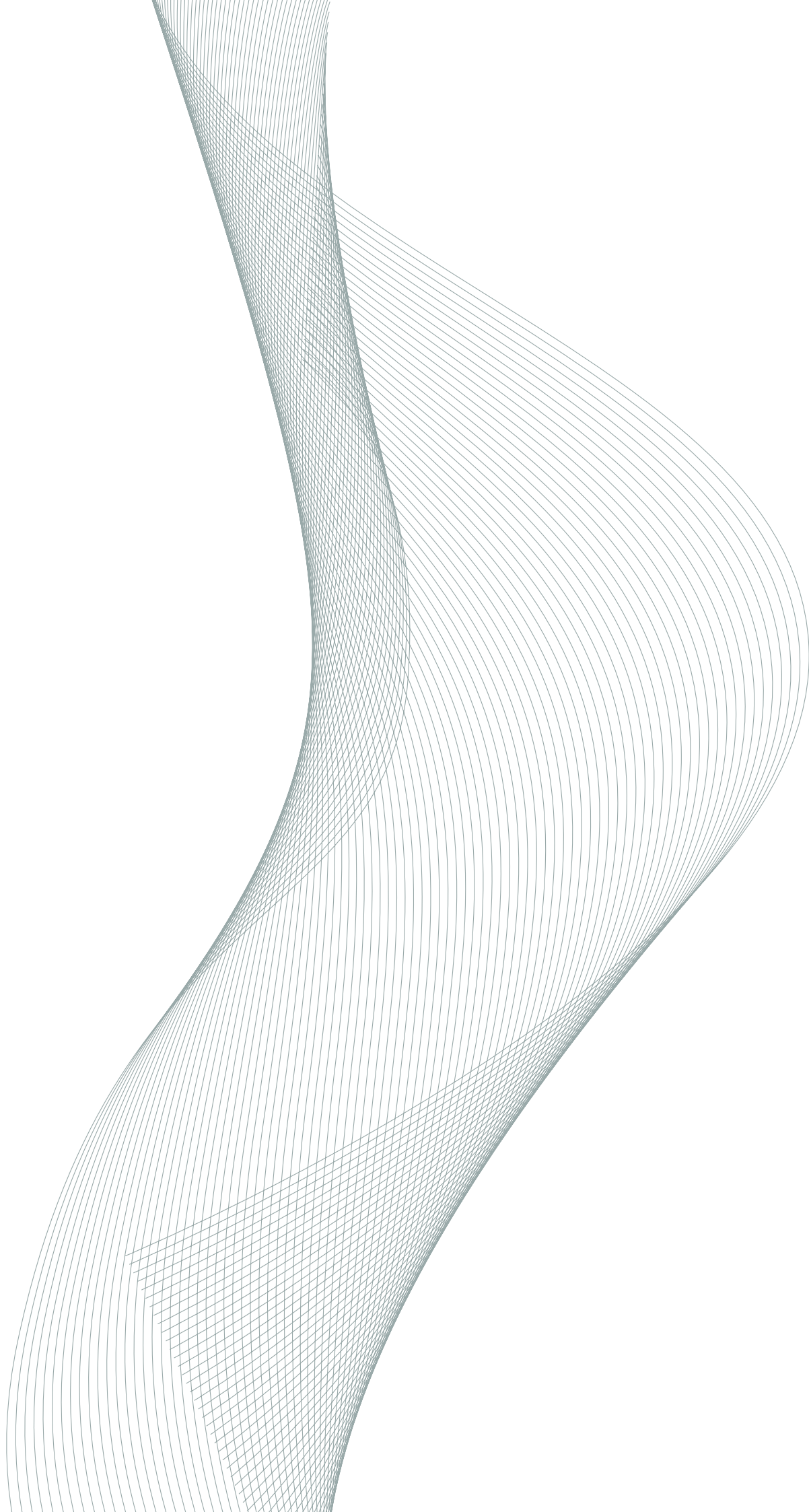
« Villes nouvelles en Amérique latine. Le cas d'Arequipa », 5-10 septembre 2016
> www.inta-aivn.org/fr/arequipa

17. Quito, Equateur

Rencontre avec le Ministre du développement urbain pour présentation de la contribution, 15 septembre 2016
> www.inta-aivn.org/fr/quito-miduvi
Conférence Habitat III, 17-20 octobre 2016

18. Lisbonne, Portugal

Congrès INTA40 « Habiter, construire, financer la ville post-Habitat III », 27-30 novembre 2016
> www.inta40.org



LES RUPTURES ANNONCÉES

– Développement démographique, vieillissement et migrations

La croissance démographique n'est pas le fruit de la seule natalité, partout en régression, mais bien de l'allongement de la durée de la vie qui permet la juxtaposition des générations et l'émergence de « vies complètes ». C'est-à-dire des vies qui comprennent, pour le plus grand nombre, une enfance, un apprentissage long, une vie biologique, une vie de travail, une retraite active, et un temps, toujours court, de perte d'autonomie. Cela se traduit pour la ville par la démultiplication des besoins concomitants de traiter des problèmes d'éducation, de divertissement, de production, de ressourcement, de soins, voire de traiter des familles de nature nouvelle, souvent recomposées ou construites après arrivée à maturité d'une famille précédente.

La ville, territoire modal des hommes de demain, doit donc répondre à des demandes de plus en plus diversifiées, porteuses de contradictions et d'usages spécifiques, et pour chaque catégorie, en plus grand nombre qu'auparavant. Elle doit être l'espace capable de répondre à cette complexité qui ne peut plus être réduite à un fonctionnalisme simpliste. Elle doit accueillir la diversité « d'habitants » dont le parcours de vie quotidien est propre et différent de celui des autres membres du foyer, voire de ses voisins, même s'ils lui sont physiquement ou biologiquement proches.

Tous ces défis incontournables font de la ville le lieu d'un bouleversement des enjeux et d'une modification profonde de la production, comme de la consommation. La redécouverte des circuits courts, le partage des équipements et des services, l'organisation de plateformes d'échanges de toutes nature entre les « habitants » confirment les attentes majeures vis-à-vis d'une organisation **transversale** de la ville et d'une horizontalité des modes de gestion à mettre en place.

– Les mutations économiques avec le numérique et la dématérialisation

La ville a un rôle majeur à jouer face aux deux phénomènes, relevant d'une tendance lourde d'individualisation, qui affectent aujourd'hui l'économie dite « post-industrielle » : la numérisation de l'économie et de l'organisation sociale d'une part, la mutation (le délitement ?) du salariat d'autre part. La ville en est le théâtre, elle doit en être un des acteurs ; non seulement dans sa mise à niveau technique et organisationnelle, mais, là aussi, dans un rôle contra cyclique des processus de « destruction créatrice ».

L'introduction du numérique dans la ville est source d'innovations multiples à condition d'articuler des projets à forte intensité technologique à des solutions faiblement technologiques, mais à fortes composantes sociales et sociétales. La mise en œuvre d'opérations d'urbanisme qui redéfinissent les liens entre logements, espaces publics, circulation et respect de l'environnement sont l'occasion d'innovations majeures à fort engagement citoyen.

Toutefois, la numérisation va détruire des emplois tertiaires, notamment dans les structures administratives ; les administrations municipales d'une part, les activités de services en ville d'autre part en seront des plus affectées. Dans l'ensemble, on observe peu d'imagination dans les propositions visant à employer les actifs (actuels ou futurs) ainsi « libérés » ; ces propositions portent souvent sur la création d'emplois de services à la personne, notamment en prévision du vieillissement de la population. Il faut, sans doute, aller plus loin, et notamment dans le champ même du fonctionnement de la ville : la ville hyper-mobile, hyper-connectée et hyper-augmentée n'est pas pour autant plus lisible ni plus perméable. On voit apparaître des besoins de médiation spatiale, corrélatifs d'un changement de mode de fonctionnement, voire de conception, des équipements – notamment les équipements à vocations sportive, récréative et culturelle – impliquant une interaction plus étroite, non cloisonnée, avec l'espace public.

Ce besoin en rejoint un autre : celui de revivifier la présence sociale dans des espaces publics trop souvent désertés par le lien social – une des causes des terribles dommages moraux, sociétaux et financiers récemment constatés. On est ici sur le sujet de la reconstruction de l'éducation populaire.

Les statistiques du BIT⁶ montrent qu'en 2015, pour la première fois, le Contrat d'emploi à durée indéterminée n'est plus la forme d'emploi majoritaire dans le monde. Le recul du salariat traditionnel est aussi celui d'un des modes de socialisation les plus efficaces ; il a pour corollaire la floraison de différentes formes d'auto-entrepreneuriat, souvent productrices de parcellisation sociale et de précarité, et donc de « perte de sens » collectif. Les questions liées à cette mutation donnent lieu à des initiatives innovantes, qui ne portent pas spécifiquement sur les nouvelles formes d'emploi, mais plutôt sur l'accompagnement des personnes, lesquelles ne bénéficient plus du cadre de l'entreprise classique. La protection ne concerne pas le seul revenu -ou la sécurité du logement- elle a également le souci de casser l'isolement, grâce à l'accompagnement social.

La ville favorise bien sûr les nouvelles formes de travail, mais tout l'enjeu est dans le caractère donné aux « tiers-lieux » : actuellement la production des espaces de co-working est accaparée par la promotion immobilière, alors qu'il s'agit de promouvoir le « co-working », qui substitue la relation de coopération à la concurrence.



Des nouveaux environnements de travail, des nouveaux modes de travailler. © Zaramari

La connectivité des villes n'invente pas la ville à « habiter », elle la rend simplement possible. Elle permet la redéfinition de l'espace-temps et repousse les frontières kilométriques : elle permet de redécouvrir la proximité par la mise en relation instantanée de l'information qui avait besoin, auparavant, d'être

traitée de manière centralisée avant d'être, souvent après transformation et instrumentalisation, renvoyée vers la base. Les plateformes et les communautés collaboratives peuvent dès lors se mettre en place, hors de tout cadre hiérarchisé, pour organiser la vie collective et faire évoluer comportements et pratiques de la ville.

La connectivité des villes n'invente pas la ville à « habiter », elle la rend simplement possible.

Mais cette civilisation de l'instantané, de l'alerte et de la réactivité explose sous nos yeux sans que l'on prenne réellement le recul nécessaire pour connaître le danger qui est en elle : celui de la perte de souveraineté démocratique, même médiatisée par un système électif en perte de vitesse.

– La préservation de la planète, comment habiter la terre autrement

Nous souhaitons repenser la ville dans une relation renouvelée avec la nature sans pour autant revendiquer un parti anti-urbain.

Nature et culture doivent se penser ensemble

Ce qui caractérise la question environnementale, c'est qu'elle efface le partage entre le naturel et le social : or la représentation occidentale du monde (et tout particulièrement celle de la modernité) s'était organisée autour du partage entre nature et culture c'est à dire le social.

D'un côté ce qui concerne la nature (dont la science et les techniques sont en charge) ; de l'autre ce qui relève de la société (affaire de politique et de vie commune). La crise environnementale, c'est le naturel qui fait irruption dans le social - nos problèmes environnementaux sont devenus des problèmes sociaux - et le social qui s'imprime sur le naturel -

nos activités sociales, notamment depuis l'âge industriel, dégradent la nature.

Nous avons certainement besoin d'innovations techniques qui permettent de prélever moins sur les

La crise environnementale, c'est le naturel qui fait irruption dans le social et le social qui s'imprime sur le naturel.

6. Bureau International du Travail

ressources et de rejeter moins de déchets. Nous avons certainement besoin d'une réorientation des investissements financiers et économiques vers des activités moins prédatrices.

Pourtant, si la conscience écologique existe, à différents niveaux et différentes échelles, on ne peut que déplorer l'insuffisance de l'action : qu'il s'agisse de lutter contre le changement climatique, de diminuer les pollutions ou de ralentir l'érosion de la biodiversité, les mesures prises et les actions menées n'arrivent pas à enrayer la dégradation de la situation et les menaces sur la qualité de vie.

Les problèmes sont globaux : ils engagent l'ensemble de nos façons de vivre, de faire et de penser.

Mais cela ne peut pas suffire : il nous faut reconsidérer nos modes de vie, notre façon d'habiter la terre. Cela ne peut pas être confié aux seuls experts, cela engage chacun de nous et notre capacité collective à nous prendre en charge. C'est une entreprise difficile, qui demande non seulement de réfléchir aux rapports que nous avons les uns avec les autres, entre humains, mais aussi de nous interroger sur nos rapports avec la nature: ne devons-nous voir la terre où nous vivons que comme un réservoir ou un dépôt ? Ne devons-nous la considérer que comme une contrainte ?

Il faut mettre en place une co-construction des savoirs pour trouver un équilibre entre une modification en profondeur des comportements et des modes de production au nom des risques écologiques et le maintien d'une stratégie d'innovation technique.

Pour reconsidérer nos modes de vie, il ne suffit pas de nous limiter, il faut découvrir des possibilités nouvelles, réfléchir aux opportunités que nous procurerait une vie dans laquelle nous serions pas comme maîtres et possesseurs de la nature, mais où nous en serions les partenaires, dans un monde commun aux humains comme aux non-humains.

La prise de conscience des enjeux pour la planète donne à la ville, en tant que dimension spatiale du développement durable, une responsabilité de tout premier ordre dans la capacité d'offrir un bien-vivre pérennisé à long terme. C'est le métabolisme propre à la ville qu'il convient d'optimiser afin que l'ensemble de ses fonctions internes soit convenablement assuré et d'éviter les différentes thromboses dont la menacent les flux divers en croissance accélérée. En

Il faut mettre en place une co-construction des savoirs pour trouver un équilibre entre une modification en profondeur des comportements et des modes de production au nom des risques écologiques et le maintien d'une stratégie d'innovation technique.

cela, le primat des transports propres et collectifs doit être affirmé dans la zone urbaine dense, moins comme discours technologique novateur ou pour son intérêt d'animation urbaine que pour harmoniser les modes qui exigent la vitesse et ceux praticables dans la proximité.

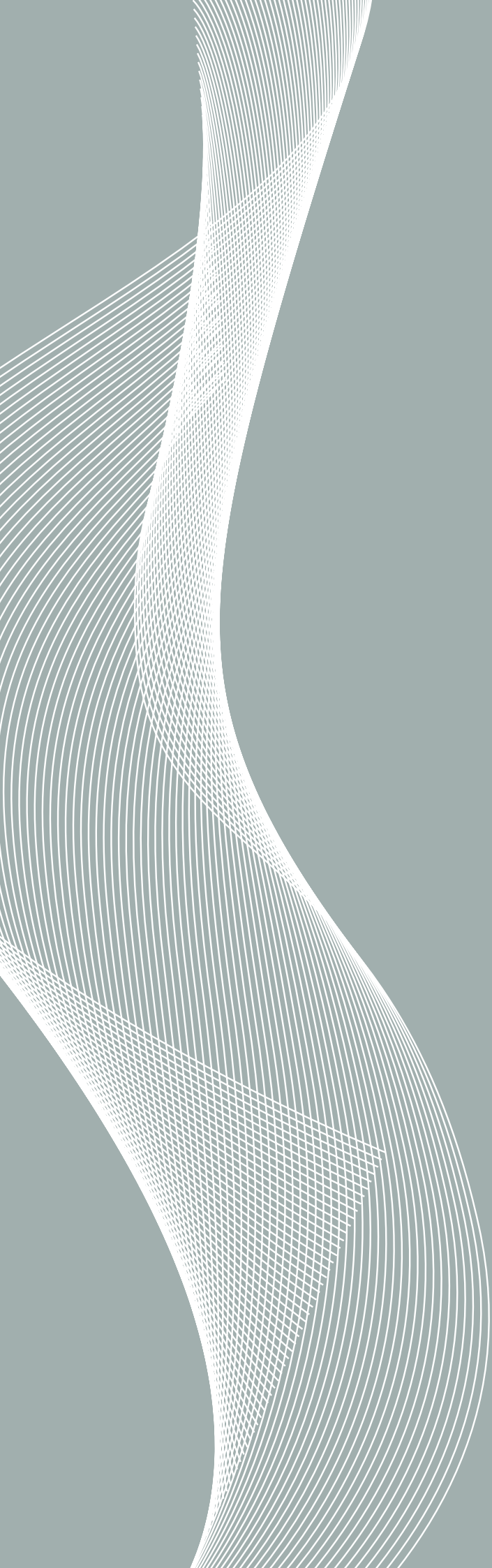
C'est aussi une ville dense qu'il faut promouvoir pour limiter une consommation énergétique galopante dans la liaison entre les différents lieux ou pour la réguler dans un environnement de proximité optimisé. L'expérience de la métropole de Grenoble est instructive à cet égard.



Faire accepter la densité est probablement le grand enjeu proposé aux architectes (pour le bâti) et aux urbanistes (pour les espaces ouverts) dans la conception d'une ville plus à « vivre » qu'à photographier.

C'est dans cette densité à faire vivre et à humaniser que prend également racine une nouvelle création urbaine et ses déclinaisons dans le domaine de l'art grâce au dialogue entre les habitants et leurs lieux d'usage, les rythmes de la vie quotidienne et la multifonctionnalité d'un même bâtiment.

C'est enfin le renouveau du dialogue avec la nature qu'il faut réussir, non pas en la cantonnant dans quelques réserves vertes à préserver et à faire visiter, mais comme composante quotidienne des modes de vie (agriculture urbaine, lien direct entre producteurs et consommateurs, intégration dans la vie biologique de la Cité...).



CONNAISSANCE, INNOVATION ET EXPÉRIMENTATION DANS LE PROJET URBAIN

L'émergence d'une économie de la relation et de la connaissance lie de moins en moins l'habitat à un lieu de travail où se met en œuvre un processus de production. Dans les villes développées, ce n'est plus tant l'accumulation de capital ou de facteurs physiques favorables à l'industrie que la diversité et la richesse humaine rassemblées en un même lieu, les savoir-faire et les compétences autorisant la créativité et l'innovation, qui assurent le développement.

– L'économie de la connaissance transforme la relation au travail

Cette situation limite l'impact d'une relation domicile-travail qui, si elle reste majeure au plan individuel, devient plus relative au plan de la ville et plus statistique du fait de la diversité des activités. Et même si le chômage sévit parfois dans nos villes à l'économie en pleine mutation, cela ne fait que renforcer l'affaiblissement des liens qui caractérisaient certaines villes nées de fonctions spécifiques et limitées (l'industrie, la défense, le commerce...). De ce point de vue, d'ailleurs, c'est bien les territoires urbains qui offrent la plus grande diversité d'emplois qui résistent le mieux aux crises et c'est là l'atout de la métropolisation. Par ailleurs, les « vies complètes » donnent à chaque réseau familial d'autres lieux structurants auxquels il doit se relier : commerces, écoles, services publics...

Le choix de localisation (l'attractivité) se définit dès lors par un ensemble de paramètres d'usage de la ville par rapport auquel il convient que chaque cellule individuelle trouve son optimum.

La ville du XXI^e siècle reste confrontée à des questions intemporelles telles que la pauvreté, les inégalités, l'intégration de nouvelles populations (fruit des diverses migrations) ou son rapport à l'espace qui l'entoure posant ainsi la question de l'agriculture ou des espaces naturels. Elle doit faire face, en outre, aux défis propres à notre temps: crise démographique, crise énergétique,

révolution numérique, crise climatique ou la question de l'agriculture (qui doit permettre de nourrir sans détruire les terres).

Cela crée des problématiques inédites auxquelles les villes ne sauront répondre que si elles créent ou innovent tant les savoir-faire du passé sont dépassés par l'ampleur de la tâche.

– L'innovation urbaine : une œuvre collective à toutes les échelles

La relation entre les technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'urbain est plus que jamais d'actualité : ville connectée, ville numérique, ou ville intelligente (smart city)... L'objectif partagé des collectivités locales et des opérateurs de services urbains est de mettre le numérique au service de la production d'espaces à vivre plus fonctionnels, inclusifs, résilients et durables.

En l'absence de définition consensuelle, les critères de la ville intelligente varient en fonction des pays, des sites et des acteurs qui la mobilisent mais l'existence d'une politique urbaine locale cohérente apparaît comme une condition essentielle, confirmant le rôle central des autorités locales dans la mutualisation, la gestion et la gouvernance des données, et par conséquent le renforcement de l'ingénierie territoriale en matière de développement numérique.

Ville durable ou « smart » se rejoignent sur la sobriété dans l'utilisation des ressources (énergie, eau, matières premières) par un ajustement plus fin de l'offre à la demande, mais aussi d'une optimisation des consommations, du fonctionnement et de la maintenance des infrastructures urbaines et des bâtiments. C'est tout l'enjeu technique et industriel des boucles et *grids* énergétiques.

En tant qu'outils, les TIC apportent des solutions tant à la congestion que le guidage automobile, les pertes d'énergie ou les fuites des réseaux d'eau, mais elles ne résolvent pas les problèmes d'ordre systémique tels que la motorisation des déplacements, les pénuries d'énergie, la pollution, le changement climatique ou encore les inégalités sociales ou territoriales. Ces enjeux dépassent les seuls systèmes d'informations et appellent avant tout la mobilisation de l'intelligence humaine, politique et sociale. Pour cela, il est nécessaire d'aborder la question du numérique sur trois champs interdépendants : infrastructures, services et usages.

Ainsi, l'innovation et l'expérimentation se retrouvent au cœur des enjeux, en termes d'offres différenciées et adaptables, d'efficacité dans la gestion de proximité et d'attention à porter sur la qualité d'usage, au moins autant que sur la performance du système urbain en général.

L'innovation prend des voies multiples (écosystème collectif de connaissance) qui se distingue de la technologie (production matérielle de l'innovation). Le processus de l'innovation est politique, au même titre qu'il est social et culturel. Il apparaît légitime de se demander comment la stratégie de transformation par l'innovation et la technologie peut être à la hauteur des défis posés par la nouvelle question urbaine ? Comment l'innovation, issue de l'initiative locale, contribue-t-elle au développement territorial ?

Le processus de l'innovation est politique, au même titre qu'il est social et culturel.

Au cœur de cette compréhension du lien entre innovation et territorialité se trouve l'idée que le développement local se construit non pas en bloc, ni de manière sectorielle, ni par la force du marché, mais qu'il résulte d'une chaîne d'actions individuelles ou collectives – donc politiques – interconnectées à partir d'initiatives ou de projets locaux ayant des intentionnalités et des intérêts souvent divergents, mais parfois convergents. L'innovation ne peut être pensée uniquement sous

l'angle de son utilité ou de sa finalité. Elle doit aussi être pensée comme un processus de construction d'un usage pouvant aller dans des directions différentes où entrent en scène la coopération, la négociation, les compromis et les rapports de force : donc du social, du culturel et du politique.

Chaque nouveauté « sociale » se traduit par une circulation concrète de ressources entre individus (mouvement d'appropriation) et entre des lieux (mouvement de localisation). La nouveauté offre la possibilité d'accéder à de nouvelles valeurs (tangibles ou intangibles, monétaires ou sociales) ce qui renvoie à la question de la juste répartition des bienfaits liés à son usage.

– La ville est projet de société

Pour un certain nombre de ces défis, leur évidence ne fait pas défaut. Pour d'autres, comme le défi de la démocratie et le défi du développement solidaire, nous pouvons craindre, qu'au-delà des intentions et des recommandations généreuses, nous restions en attente de concret. Ces défis pourraient ne pas apparaître comme des évidences tant il est vrai que la ville n'est pas neutre dans son développement. Celui-ci répond à des objectifs sociaux, culturels, économiques et politiques. La ville dans son développement est la traduction spatiale et sociale d'un projet de société.

Deux logiques prévalent dans le développement urbain contemporain : celle de la ville compétitive et celle de la ville solidaire. Au personnel politique reviennent les arbitrages portant sur les potentialités des territoires au regard des scènes nationales et internationales. Ces arbitrages, donc des choix, portent en soi le risque de créer des espaces urbains moins bien équipés que d'autres pour faire place aux équipements destinés aux projets externes au dépend des besoins de groupes d'habitants, d'où des inégalités territoriales (périphéries et banlieues) ou sociales conduisant au décrochage de quartiers ou de populations du rythme de développement de la ville.

Ainsi la ville cesse d'être solidaire de tous ses territoires.

Un compromis entre ceux deux logiques est-il possible ?

Aujourd'hui, les constats dressés sur la situation de la société urbanisée à tous les niveaux territoriaux, de l'échelle locale à l'échelle planétaire, nous mettent en face d'un approfondissement des inégalités territoriales et sociales, d'un renforcement des exclusions et des ségrégations et d'un développement des crises urbaines.

La conférence Habitat III révèle une confrontation stratégique majeure : quel est le champ pertinent de l'agenda urbain, entre espace et société urbaine ? En effet, le fait de considérer la vie en société urbaine pose bien des questions fondamentales.

- Quels rapports unissent villes et sociétés ? Les villes sont à la fois le produit et le reflet des sociétés qui les font naître ; mais leurs significations ne sont pas identiques dans le temps en fonction de la démographie et des systèmes économiques.
- Quelles efficacités économiques nourrissent les villes ? Avec l'avènement de la société numérique, sont-elles toujours le siège et l'outil de la création de richesses ?
- A quels espaces renvoient les villes et leurs évolutions ? La matérialité de la ville n'est pas le simple résultat des mécanismes économiques et sociaux.
- Quelles réponses l'urbanisme est-il censé apporter aux problèmes de la vie contemporaine ?

Au travers de ces interrogations, c'est une même conviction qui justifie la problématique : la ville est en train de retrouver sa signification originelle, de forme d'organisation politique et sociale des civilisations, quand nos concepts et nos outils sont largement hérités de l'ère industrielle. L'économie est aujourd'hui insuffisante pour expliquer les logiques de fonctionnement et d'évolution. La ville est redevenue sociale.

Derrière tous les constats faits sur les difficultés du vivre en ville, se pose alors la question de savoir : qu'est ce qui résulte de la crise sociale et sociétale ? Qu'est ce qui résulte d'une crise urbaine spécifique ?

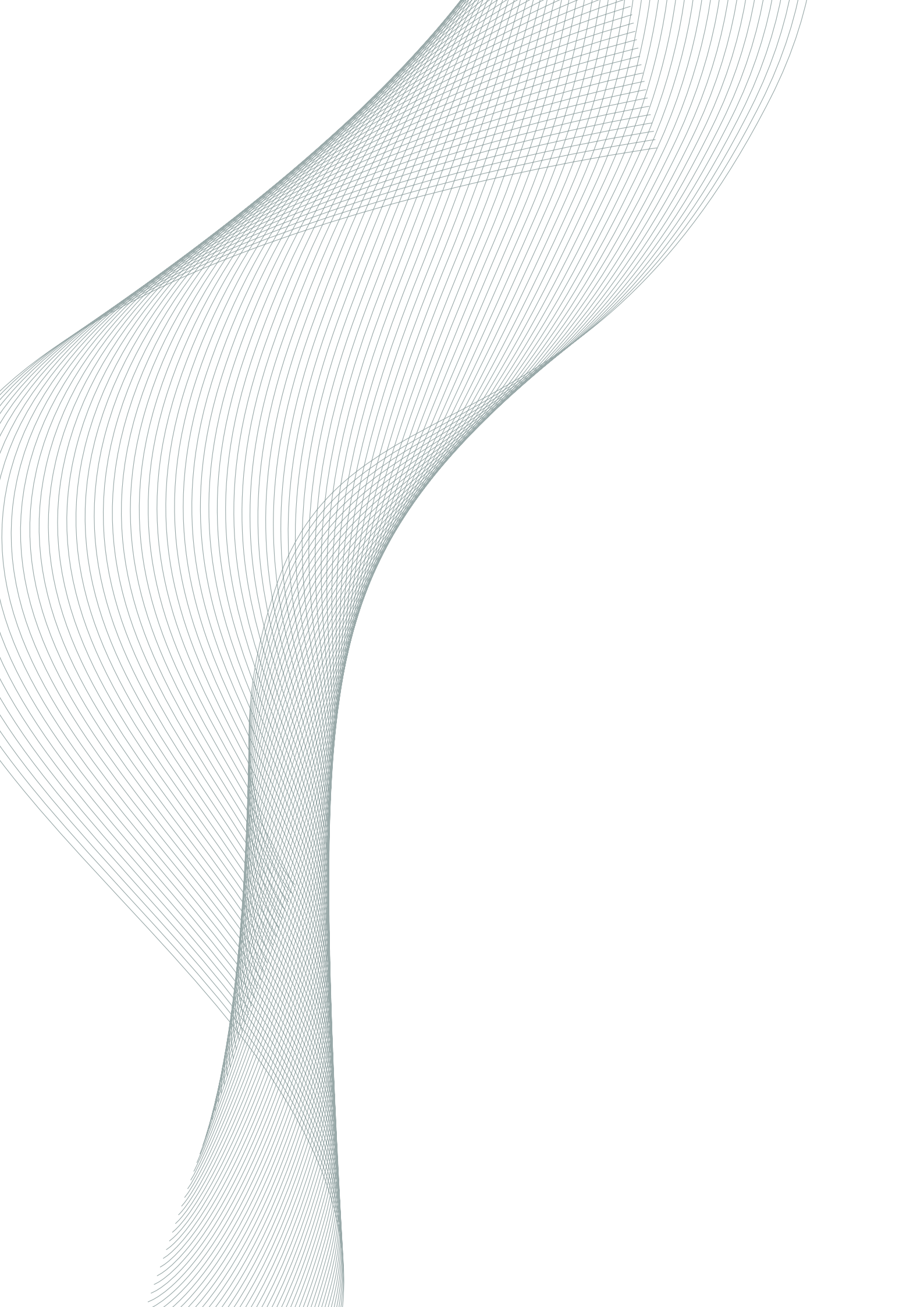
La ville est en train de retrouver sa signification originelle, de forme d'organisation politique et sociale des civilisations, quand nos concepts et nos outils sont largement hérités de l'ère industrielle.

Même si on voit bien les interactions permanentes qui peuvent exister entre les deux.

D'autre part, toute conception de la ville est par essence politique. C'est ce qui apparaît derrière le débat résumé par les termes « ville compétitive ou ville solidaire ? ». A la question ainsi posée, on aura tendance à répondre qu'un compromis est possible entre les deux visions. Mais derrière cette formulation se cachent des sujets assez fondamentaux tels que : doit-on accentuer ou réduire les tendances actuelles à la marchandisation de la production et de la gestion urbaine ? Est-ce que la ségrégation socio-spatiale doit être combattue par des mécanismes d'intervention publique ? Est-ce au niveau local qu'on peut s'attaquer à la pauvreté urbaine ou est-ce une question de société qu'on a simplement à gérer au mieux ?

Répondre à de telles questions ne peut se faire sans démocratie poussée jusqu'au bout et sans la prise de parole de tous, et notamment des exclus.

Toute conception de la ville est par essence politique.



QUELQUES PRINCIPES D'ACTION FONDAMENTAUX POUR HABITER DEMAIN

La révolution urbaine se nourrit de la croissance attendue du peuplement de la planète qui relève essentiellement de la croissance des territoires urbains. Dès lors, les villes et les métropoles sont sur la ligne de front en tant que composantes spatiales d'un développement soutenable.

Dans ce contexte, tous les territoires sont à considérer dans leur contexte particulier, qu'ils appartiennent à la vieille Europe, aux pays émergents ou à des secteurs en cours de développement. Les bouleversements à attendre portent tout autant sur le stock déjà existant des pays largement urbanisés que sur les flux à venir des nouveaux urbains qui affecteront les territoires en émergence. Et l'intervention sur les villes existantes et leurs trames urbanistiques, parfois dictées par une organisation économique désormais obsolète, implique des transformations complexes, toutes aussi délicates que l'accueil de population nouvelle sur des terrains vierges à aménager en intégrant directement les enjeux du développement à venir.

Les bouleversements à attendre portent tout autant sur le stock déjà existant des pays largement urbanisés que sur les flux à venir des nouveaux urbains qui affecteront les territoires en émergence.

C'est de leur leadership dans les différentes étapes de la gouvernance, que doit émerger la pertinence des réponses à ce défi, la maîtrise des transformations, comme celle de leur gestion du quotidien. Il nous semble donc important de souligner plusieurs dimensions essentielles qui définissent le cadre des priorités sur l'action à venir et qui nous paraissent assez généralisables.

— Le « bien-vivre »

La « qualité de vie » et la « dignité », aspirations universellement exprimées, peuvent être identifiés comme finalité de la production de la ville de demain. Cette aspiration trouve son expression dans l'épanouissement d'une économie d'usage et non

de détention, avec la préoccupation d'une gestion de proximité (donc durable), d'une économie *systémique* (donc circulaire) et d'une production adaptable (donc résiliente) qui privilégient la maîtrise et le partage des ressources non renouvelables. L'économie dans la ville et l'économie de la ville, restant indissociables.

L'économie dans la ville et l'économie de la ville, restent indissociables.

Par ailleurs, c'est dans l'accompagnement des acteurs de l'habitat dans la réalisation d'une mixité urbaine, sociale et intergénérationnelle pacifiée que se construit un « mieux vivre ensemble ». Des dispositifs novateurs qui organisent un accompagnement humain de proximité et une gouvernance participative avec une forte implication de voisinage permettent que soient abordés par le prisme de l'habitat les problèmes sociétaux actuels. Ces outils du « vivre et faire-ensemble » se déploient à l'échelle de la résidence, du quartier ou du territoire avec pour objectif de soutenir l'autonomie des habitants via le développement d'activités collaboratives (jardinage, sport, événements conviviaux...) et la mutualisation de matériel (jardinage, bricolage, cuisine...) et de services (garde d'enfants, covoiturage, aide aux courses...). Par l'accroissement des liens de solidarité et de *réciprocité*, la lutte contre l'isolement des plus fragiles, l'amélioration du pouvoir d'achat, une dynamique de quartier solidaire se crée durablement. Les conditions réunies favorisent l'émergence d'une citoyenneté urbaine dans laquelle les habitants sont impliqués au sein des processus décisionnels de politiques publiques, et ce, aux côtés des acteurs locaux institutionnels.



Solidarité et réciprocité dans l'habitat. © Récipro-Cité

– Le refus d'un modèle urbain dominant

La responsabilité et la compétence de l'action publique des Etats et des collectivités territoriales doivent être de définir un projet global et intégré de développement territorial, tout à la fois urbain (spatial) et humain (social). Un projet qui s'inscrit et dans l'espace (le territoire) et dans la durée (le temps), et qui trouve sa crédibilité dans une programmation opérationnelle et financière et dans un cadre juridique transparent. Ce projet définit les conditions des partenariats publics-privés en s'appuyant sur la mobilisation concertée de tous les acteurs financiers (institutions internationales, Etats nationaux, collectivités territoriales, privés participatifs, épargne...)

Ce projet touche à tous les champs d'action : économie et emploi, logement, santé, éducation, culture, cohésion sociale et solidarité, mobilité, qualité environnementale, accès aux ressources naturelles et leur préservation... Ce développement territorial et humain doit pouvoir répondre tout à la fois à l'urgence de situations dramatiques et s'inscrire dans la durée. A cet effet, des phases transitoires et éphémères peuvent être considérées dans le cadre d'un programme ambitieux et durable. Le rôle de l'action publique doit rester déterminant, avec compétences de proximité et décentralisées dans un cadre juridique qui garantit cette prise de responsabilité.

Les formes de vie sociale qui ont su se développer, même dans des quartiers de villes aux normes les plus précaires, en matière de bâti et d'hygiène collective, devront être préservées, autant que faire se peut, dans l'évolution progressive de ces villes en construction vers les standards habituels aux pays développés. Il s'agit de repérer plus fermement les processus destructifs et ériger les formes socio-économiques « exotiques » en modèles complémentaires de l'aménagement contemporain.

Repérer plus fermement les processus destructifs et ériger les formes socio-économiques « exotiques » en modèles complémentaires de l'aménagement contemporain.

Le modèle unique de société humaine - qui est un fantasme - n'est pas acceptable, tout autant il ne peut y avoir de modèle unique imposé ou préconisé de développement urbain, débouchant sur une uniformisation de l'organisation et de la forme des villes. Aussi doit-on abandonner l'idée d'un modèle dominant de

développement urbain, aucun modèle n'est légitime à prétendre organiser les villes ; les normes ou les principes d'aménagement n'ont pas de valeur universelle, et les erreurs coûteuses commises au nom de principes architecturaux ou urbanistiques dogmatiques hypothèquent encore l'innovation et la créativité urbaine. Chaque ville, chaque métropole respectueuse de ses patrimoines matériels et immatériels, respectueuse de ses habitants, de leurs histoires et cultures, doit avoir son identité pour mieux s'ouvrir sur le Monde.

La ville est, à la fois, principale consommatrice de ressources naturelles et énergétiques, principale émettrice de pollutions ; mais également première productrice et captatrice de richesses. Construire une ville du bien-être et économe relève, tout à la fois, d'un défi fantastique et d'une obligation incontournable, grâce aux ressources locales en matériaux, aux énergies renouvelables, à des processus constructifs innovants, prenant en compte les savoir-faire locaux. Cette démarche nouvelle est une des conditions de la production d'un habitat abordable.

On peut souhaiter que l'habitat usuel et vernaculaire, né de l'expérience des générations à dialoguer avec la nature dans ce qu'elle a de dangereux mais aussi de porteur de « bien-vivre » pour l'homme, constitue la base de la conception des produits urbains à imaginer pour demain.

– Les échelles d'intervention

Une des difficultés à créer du lien social réside dans la perte de l'échelle de l'homme dans la fabrication de la ville. L'accroissement du nombre d'habitants, l'accroissement des distances, l'accroissement des densités ont fracturé les relations. Comment faire alors pour rencontrer l'autre dans une ville à « n » vitesses et « n » dimensions ?

Il semble vain de vouloir traiter de l'ensemble des sujets et toutes leurs dimensions dans l'approche globalisante et sous une gouvernance omni-compétente. L'ampleur quantitative inédite des agglomérations urbaines exige à la fois de la maîtrise globale et de la proximité indispensable pour formaliser à tous les niveaux un diagnostic pertinent et proposer des solutions adaptées et efficaces. La ville multiple ou la ville archipel est une solution par sa constitution en quartiers dont l'identité est forte de leurs compétences, de leurs richesses culturelles, de leur accessibilité.

De la maîtrise des risques majeurs, auxquelles nos villes peuvent être un jour confrontées, à la gestion du quotidien au plus près des usages des habitants, c'est

*Chaque ville,
chaque métropole
respectueuse de ses
patrimoines matériels
et immatériels,
respectueuse
de ses habitants,
de leurs histoires
et cultures, doit avoir
son identité pour
mieux s'ouvrir
sur le Monde.*

La ville multiple ou la ville archipel est une solution par sa constitution en quartiers dont l'identité est forte de leurs compétences, de leurs richesses culturelles, de leur accessibilité.

un système complexe qui doit être pris en compte, dans une articulation nouvelle qui apporte à chaque niveau la réponse pertinente aux problèmes qui sont à sa mesure. Et ce, en intégrant cultures et traditions locales, pour éviter tout placage de solutions imaginées hors sol, ce qui entraîne des dysfonctionnements multiples et le discrédit de la gouvernance territoriale.

– La nouvelle économie de la ville

Pour la ville comme pour l'ensemble de l'économie, la théorie du « ruissellement » fonctionne mal. Pourtant, la concentration constatée de la création de richesse dans les hyper-centres métropolitains ne doit pas faire illusion : cette cristallisation repose sur des systèmes de valorisation qui se ramifient très loin au-delà des lieux de production de la richesse. Mais leur bénéfice en est univoque et centripète.

La concentration constatée de la création de richesse repose sur des systèmes de valorisation qui se ramifient très loin au-delà des lieux de production de la richesse.

Qu'est-ce que l'économie de la ville ? On ne peut plus appréhender la richesse de la ville au seul prisme de la valeur ajoutée des activités exportables, des emplois directs et de la capitalisation immobilière. Or c'est sur ces quelques termes que se contentent d'agir les « stratégies de développement économique » classiques, parfois selon une optique affirmée de « destruction créatrice » ; la gestion des destructions étant confiée à des dispositifs étatiques de compensation et/ou de redistribution. On constate aujourd'hui « l'insoutenabilité » de ces dispositifs pour les acteurs publics, tant par leur coût croissant que par leur impuissance à s'opposer à la destruction irréversible des patrimoines naturels, sociaux et sociétaux. Ces effets négatifs minent en profondeur les systèmes métropolitains et porteront de plus en plus atteinte aux moteurs « consacrés » de la croissance.

Il faut donc d'abord faire passer la réflexion stratégique à l'échelle de l'économie globale de la ville, avec une appréhension intégrée en élargissant le champ :

- à une meilleure prise en compte des flux internes et externes (financiers, de matière, énergétiques, de connaissance, de données, de compétences, etc.)
- à l'évaluation des externalités positives ou négatives des actions et des projets – avec la difficulté spécifique de devoir opérer cette évaluation à différentes échelles territoriales pour un même projet ;
- à une identification moins réductrice des agents économiques : les ménages, les bénévoles, les gisements de biodiversité, etc. sont des agents économiques. Et la ville elle-même n'est pas un simple réceptacle d'activités économiques, mais un système économique en tant que tel.

Faire passer la réflexion stratégique à l'échelle de l'économie globale de la ville.

Ces trois points posent le préalable ardu d'une amélioration considérable des méthodes d'observation et d'évaluation de ces nouveaux facteurs, ainsi que de l'ensemble des initiatives qui en résultent ; avec la difficulté de devoir intégrer des unités de valeur de nature différente, non réductibles aux procédés de monétarisation en usage dans les évaluations de projets « classiques ». Il y a là un important défi aux élus et à la recherche urbaine et économique, aggravé du fait que les instituts statistiques, quel que soit le pays, sont organisés dans le but de produire des indicateurs de performance fondés sur des agrégats nationaux, bien plus que sur des flux et équilibres internes. L'avènement des *open data*, s'il est bien orienté, peut faire reculer les limites sur ce point.

Et la ville elle-même n'est pas un simple réceptacle d'activités économiques, mais un système économique en tant que tel.

Les biens communs

L'accès à l'eau revêt, en la matière, une importance primordiale, tant pour son usage direct que pour le développement d'une agriculture vivrière de proximité. Il convient de considérer le sol et l'eau, comme des biens « collectifs », « communautaires », « publics », en dissociant en conséquence leur propriété de leur usage. Concevoir le foncier comme un bien commun constitue une condition première pour assurer le droit à la ville pour tous et favoriser mixité et cohésion sociales et produire du logement abordable.



Global Platform for the Right to the City
 Plataforma Global por el Derecho a la Ciudad
 Plataforma Global pelo Direito à Cidade

Initiative en cours pour le droit à la ville.
 © www.righttothecityplatform.org.br/

Considérer le sol et l'eau, comme des biens « collectifs », « communautaires », « publics », en dissociant leur propriété de leur usage.

Par-delà l'accès à la terre et à l'eau, il apparaît essentiel de renforcer la notion de « biens communs » dans les ressources et services indispensables à la vie de tout être humain : accès à l'information et à la connaissance, moyens de communication et de mobilité... Cette affirmation de biens communs doit pouvoir s'accompagner de la mise en place d'un « revenu universel de base » et de l'émergence d'une « économie plus systémique et coopérative ».

La question centrale de la ville reste bien celle de la sauvegarde des biens communs, dont les espaces publics, pour maintenir sa cohérence. Mais le problème des biens communs n'est pas la propriété commune, c'est la définition des droits d'usage de ces biens communs. L'anthropologie va jusqu'à suggérer des régimes où « ce seraient les systèmes d'interaction entre humain et non humains » – l'homme et sa ville par exemple – « qui seraient porteurs des droits, les humains n'en étant que les usufruitiers », et les mandataires. Ce principe s'inscrit en opposition avec « l'individualisme possessif » qui régit l'ordre social depuis la Révolution industrielle et les Lumières y compris dans ses avancées importantes en faveur des équilibres écologiques. L'importance de la prise en compte des interrelations comme source de progrès dans l'évolution de la ville corrobore bien ce principe, traduit politiquement dans la Constitution de la République de l'Equateur, quelle que soit la difficulté de bâtir à partir de là, de nouvelles règles démocratiques.

Il convient de mettre en exergue ce besoin de contrôler le développement de nos grandes concentrations urbaines sans en abandonner la maîtrise aux seuls intérêts des groupes techno-industriels, voire à des collectifs aux objectifs peu en phase avec « le bien commun ».

Politique des sols et construction : quelle solvabilité ?

L'enjeu quantitatif est exceptionnel et la progression des richesses bien plus lente que celle de l'urbanisation dans les pays où désormais elle se concentre. De nouvelles formes de production doivent voir le jour, fondées sur le principe de « progressivité » et de priorisation des actions. Dans les secteurs en développement rapide, cette progressivité doit pouvoir distinguer la mise en place des infrastructures prioritaires et autoriser leur maîtrise dans l'intérêt général. C'est bien sûr le cas de l'eau, de l'électricité et d'une économie circulaire indispensable pour traiter des déchets urbains.

Sur cette trame primaire, où pourra se concentrer l'effort public d'aménagement, peuvent se développer des formes évolutives d'un habitat défini surtout par son adaptation au milieu et sa capacité à produire des relations sociales efficaces, propres à générer les solidarités indispensables là où la solvabilité des habitants n'est pas au rendez-vous.

Si l'habitat doit autoriser la plus grande diversité expérimentale, tant en matière de bâti que d'appropriation d'usage, voire d'immobilier, la maîtrise des sols, et du foncier à aménager en particulier, devrait rester du domaine de l'intérêt général, à la fois pour éviter les spéculations liées à la vitesse de développement et pour préserver l'avenir à long terme des évolutions du territoire.

La maîtrise publique des sols, le recours à l'emphytéose, voire le développement de coopératives foncières (*Community Land Trust*) sont des formes à privilégier en même temps que leurs formes de financement plus adaptées à une ressource qui se valorise dans le long terme qu'au portage d'un bâti qui connaît une obsolescence à plus court terme.

Si l'habitat doit autoriser la plus grande diversité expérimentale, la maîtrise des sols, et du foncier à aménager en particulier, devrait rester du domaine de l'intérêt général.

Formes nouvelles de financement, d'aménagement et de construction

La vitesse du développement hors des pays développés, en particulier au sein des métropoles, ne permet pas l'essor de l'urbanisme et de l'habitat sur les standards physiques, économiques et financiers qu'ont connus les européens et les nord-américains pour lesquels la capacité à financer était en phase avec la vitesse des investissements à réaliser.

Les moyens financiers nécessaires pour que les villes, les aires métropolitaines répondent aux besoins, aux aspirations de leurs habitants en terme de services, de logements... n'ont jamais été aussi importants. De la capacité des pouvoirs locaux à répondre à ces défis se joue de manière importante notre avenir social, convivial et humain. Dans ce contexte les finances locales, le financement de l'urbain, leur maîtrise et leur contrôle par les pouvoirs locaux avec participation des citoyens deviennent un enjeu démocratique pour le « bien-être » des habitants des villes.

Les finances locales, le financement de l'urbain, leur maîtrise et leur contrôle par les pouvoirs locaux avec participation des citoyens deviennent un enjeu démocratique pour le « bien-être » des habitants des villes.

Des formes alternatives sont à imaginer et surtout à maîtriser qui font une large place à des solutions fondées sur la solidarité de proximité. Elles devront distinguer maîtrise et portage du foncier, aménagement des réseaux indispensables et réalisation de bâtis provisoires, voire éphémères, destinés à constituer une phase acceptable dans une évolution progressive en matière de qualité.

Au niveau local, on peut souhaiter que les gouvernements locaux disposent d'outils permettant de capter une partie de la valeur ajoutée créée sur leur territoire et de les réinjecter dans le développement de la ville pour le bénéfice de tous. On peut souhaiter également une participation active des citoyens au suivi de l'usage des finances locales, à travers une représentation citoyenne dans les opérations d'aménagement ou à travers les budgets participatifs, faisant de la population une véritable partie prenante des processus de planification, d'affectation et de suivi-évaluation des dépenses publiques.

Les institutions financières mondiales, qui ont considéré le logement comme un investissement de nature

privé devraient concentrer leur appui aux collectivités territoriales sur la maîtrise et le portage du foncier afin de préserver l'évolution à long terme, bien que la vraie question reste celle de l'aménagement, de ses modes et principes portés par les Institutions Financières Internationales (IFIs).

Épargne privée et le logement

L'épargne privée devrait être plus fortement sollicitée pour porter le bâti au travers de véhicules d'intermédiation qui raccourcissent les circuits de l'épargne pour financer le logement, outils nécessaires pour atteindre rapidement un logement de qualité pour le plus grand nombre de préférence locatif, car l'accession à la propriété s'avère peu compatible avec la fragilité des ressources et de l'emploi.

Une partie de ce bâti peut être exploitée collectivement à bail emphytéotique par des gestionnaires spécialisés qui n'ont pas vocation à être des sociétés foncières mais à insérer les populations déplacées et à en faire évoluer les usages, afin de ménager une transition entre une autoproduction transitoire et éphémère et l'accès à un logement de qualité.

— Nature, culture et projet de ville

On ne saurait imaginer le développement urbain et son appropriation par les habitants, à la fois dans le concret et dans une adhésion identitaire réelle auquel il doit renvoyer, sans la priorité donnée au couple nature/culture.

Nature, parce que les urbains de demain seront pour l'essentiel nés en ville et des migrants socio-économiques plus nombreux ayant gardé une relation privilégiée avec leurs territoires originels. Pour eux, la conscience de l'osmose avec la nature passe par le développement de nouvelles relations dans l'urbain avec une nature vivante et non limitée aux traditionnels espaces verts. Elle doit être au cœur de l'habitat vécu en privilégiant l'éclosion d'une biodiversité urbaine originale et différente de celle, à préserver, qui s'est imposée au sein de l'*hinterland* rural.

Le sujet de l'agriculture urbaine constitue un thème essentiel de cette évolution préservant le lien entre l'Homme et la terre qu'il occupe et en optimisant, dans la proximité, l'approvisionnement alimentaire indispensable.

L'introduction des valeurs environnementales dans le projet de ville amène également à se démarquer de la notion linéaire du temps, pour s'aligner sur les cycles

naturels : qu'il s'agisse du verdissement nécessaire à la résorption des îlots de chaleur, de l'absorption des crues et des pics pluviométriques, du développement de l'agriculture urbaine et de l'agriculture péri-urbaine vivrière, dans tous ces domaines la démarche d'aménagement doit se mettre au pas des cycles saisonniers, des cycles météorologiques, des cycles de la croissance végétale ; l'espace doit céder un peu de place au temps. Plus globalement, ce sont les limites de durabilité de la ressource naturelle qui à terme doivent régir le curseur du développement et de la résilience de la ville dans le long terme ; durabilité à évaluer non pas à la seule dimension de chaque espace, mais là encore en fonction de solidarités allant jusqu'à l'échelle planétaire.

L'introduction des valeurs environnementales dans le projet de ville amène également à se démarquer de la notion linéaire du temps, pour s'aligner sur les cycles naturels.

Des considérations qui précèdent ressort enfin la nécessité de donner du temps à l'élaboration du projet. La segmentation scholastique entre études d'opportunité, programmation, phase de réalisation, gestion, évaluation a de moins en moins de sens. Des modes de création de la ville tels que l'urbanisation par les usages reposent sur le principe d'une veille prolongée alimentant progressivement la finition des espaces construits et les infléchissements à y apporter : on tend à l'établissement d'un continuum comportant des itérations entre projection et réalisation. Cela appelle une modification des pratiques et des organisations des collectivités publiques en charge de la ville, de même qu'un « aggiornamento » de l'ingénierie urbaine ; cela met également au défi les opérateurs de la ville, pour l'élaboration de nouveaux modèles économiques des projets urbains.

La ville est culture pour exprimer la réalité nouvelle d'une civilisation des urbains, faciliter son expression à travers ceux qui en sont les acteurs et en définissent progressivement les spécificités. Cette culture est tradition, elle sera surtout innovation dans un monde où le bâti et les espaces publics, encadrent la vie sociale tant publique que privée. Elle sera portée par tout ce que le bouleversement

numérique apporte aussi comme capacité de création originale et moyen de traduire dans l'instantané la vie de la collectivité des urbains.

Le territoire urbain de demain verra s'épanouir une culture à son image, c'est à dire représentant la diversité humaine, ou perdra toute forme d'identité, voire d'humanité.

Le rapport urbain rural

Penser à la ville de demain, c'est aussi s'interroger sur le développement urbain en lien avec ses territoires environnants. C'est placer le binôme urbanité-ruralité dans une perspective de développement réciproque et solidaire. Est-il raisonnable, alors que les grandes métropoles « explosent », de voir de petites et moyennes villes périr et les zones rurales et montagnardes, abandonnées, se dépeupler ? Est-il profitable que le développement, sans limite des grandes métropoles, se fasse par « pillage » des ressources naturelles, humaines et financières, sans pour autant assurer une qualité de vie à tous leurs habitants. La ville de demain, et plus particulièrement les métropoles, doit repenser ses relations avec les territoires ruraux, dans le cadre d'une politique globale d'aménagement des territoires, prenant en compte leur diversité, leur complémentarité, tout en assurant leur solidarité.

Déplacements, mobilité, accessibilité

Aujourd'hui la majorité des déplacements urbains sont liés à des facteurs différents du lien domicile-travail (accès aux services, aux loisirs, aux lieux d'entraide, etc.) ce qui rend obsolète la notion conventionnelle de zone d'activité. Le parti urbanistique privilégiera le bon fonctionnement collectif dans la proximité en fixant les grandes lignes d'une organisation plus souple



des liens entre activités et peuplement (espaces de co-working par exemple), ainsi que les moyens de les pratiquer avec des transports collectifs ou légers (vélos, tricycles, petits véhicules électriques...).

Risques et résilience

L'Etat et les collectivités territoriales sont les seuls à pouvoir appréhender et prévenir les risques majeurs et ils se doivent de mettre en place les mesures d'alerte et de protection vis-à-vis des grands mouvements naturels susceptibles de menacer la résilience d'un habitat nécessitant d'offrir des conditions de sécurité suffisantes pour sa pérennité⁷.

La concentration de la population dans les territoires urbains, et son exposition aux risques naturels ou issus de l'activité humaine, demande, en situation de contraintes financières, la définition préalable d'une politique publique de grands travaux d'infrastructures tels la fourniture d'eau potable et l'assainissement, liée aux enjeux prioritaires des territoires permettant de maîtriser dans les meilleures conditions les ressources nécessaires à la vie quotidienne.

– Gouvernance territoriale et nouvelle citoyenneté

La démocratie des villes devra s'adapter à une forme d'inscription dans la proximité. La forme électorale globale, déjà matée de recours à des formes participatives spécifiques (relais de proximité, référendum...) relèvera plus encore de la négociation avec les habitants afin d'intégrer les expérimentations locales. L'émergence d'une nouvelle démocratie de l'implication, fera une place importante à l'initiative, à l'innovation et à l'expérimentation locales.

Si le rôle de l'Etat reste primordial, il faut que soient pleinement reconnues les compétences des acteurs locaux, par une déconcentration des services de l'Etat, et surtout par une décentralisation en faveur

des collectivités territoriales, auxquelles doivent être garanties ressources et autonomie financière fondées sur des dotations de l'Etat et sur la capacité à lever l'impôt. Ce qui pose clairement la question de l'acceptabilité de l'impôt juste et équitable, une condition de la solidarité et donc de la cohésion sociale et de l'efficacité de l'action publique. Cela reste vrai dans le cadre des processus de métropolisation qui doivent être considérés comme condition nécessaire à la solidarité entre les territoires et les personnes et comme condition de l'efficacité de l'action publique.

Le rôle majeur de la gouvernance territoriale doit être affirmé, dans un monde où la métropolisation met les gestionnaires des villes face à des responsabilités toujours plus grandes, à la fois en termes de bien-vivre au sein d'une entité urbaine spécifique et dans la concurrence que se livrent entre elles les métropoles en expansion.

Les gouvernants des grandes villes constituent le réseau premier, celui des responsables principaux de l'adaptation des territoires aux enjeux multiples posés par les révolutions déjà citées, qui doivent trouver dans la durée le chemin *ad hoc* au regard des enjeux spécifiques auxquels ils sont confrontés.

C'est dans la transversalité de leurs relations, dans le partage des bonnes pratiques, dans l'adaptation au local des innovations venues d'ailleurs, que se forge désormais la réussite des territoires urbains complexes.

Cette gouvernance elle-même, s'agissant de grandes concentrations urbaines, devra inventer le dialogue démocratique pour que s'élabore une nouvelle **citoyenneté**, une nouvelle urbanité. Celle-ci doit traduire à la fois l'évolution des cultures, des comportements et des mœurs et une diffusion de l'information et de la connaissance permise par la révolution numérique ; elle doit veiller à intégrer chaque secteur de la Cité dans le projet collectif grâce à une multipolarité organisée et convenablement connectée.

Ce rapprochement et ce partage démultipliés des savoirs immédiats doivent permettre à la fois une véritable autonomisation des habitants en offrant les moyens d'une réelle participation et implication de terrain. Il s'agit là de la mise au point des termes d'un nouveau dialogue, plus équilibré au sein de la gouvernance urbaine, afin de partager désormais l'essentiel de l'information nécessaire pour élaborer et mener à bien les politiques urbaines.

L'internet et les réseaux numériques favorisent la diversité culturelle et linguistique. Le numérique est un facteur déterminant de la transparence démocratique.

7. Un exemple de rupture avec effets complexes sur le territoire est celui des grands projets d'infrastructures pour assurer la résilience des villes et régions portuaires face au changement climatique. Un développement local « durable » ne pourra se faire que si les collectivités et les acteurs portuaires et économiques élaborent ensemble une stratégie commune sur l'avenir de la place portuaire, de ses attentes, en termes de performance économique et environnementale, d'emplois, de développement urbain, de qualité de vie, etc. Il s'agit pour de très nombreuses villes portuaires d'une rupture dans les modes de gouvernance existants puisque la ville devra apprendre désormais à négocier avec le port sur ses objectifs stratégiques. La concertation en amont des projets de développement tant urbains que portuaires devient la clé de voute de cette nouvelle gouvernance ville-port encore largement à inventer. Source Olivier Lemaire, AIVP, Le Havre, 2016.

Le pouvoir politique vertical va devenir plus horizontal... mais cela donne aussi des responsabilités plus grandes aux citoyens qui ne peuvent pas prétendre décider par eux-mêmes. Comment construire de nouveaux compromis démocratiques ?

Cette démocratie « d'implication » doit ainsi faire émerger ou consolider la priorité des usages de la vie quotidienne, donner sa force à l'élaboration collaborative des projets, faire contrepoids positif et utile à la vision de moyen terme qui contribuera à pérenniser la démocratie électorale habituelle, tout en renouvelant la forme du débat avec les habitants (ateliers urbains, urbanisme négocié...)

Le pouvoir d'agir des habitants

La ville de demain ne pourra pas se faire sans ses habitants, sans ceux et celles qui la vivent. Or ce qui apparaît et s'exprime c'est que les habitants ne se sentent pas suffisamment partie prenante de cet avenir. « Rendre la ville à ses habitants » revient à prendre le contre-pied de ce sentiment. Mais cette volonté ne peut se résumer à un effort, même louable, en faveur de la « démocratie représentative ». Rien ne changera jamais tant qu'on n'associera pas les habitants dès le départ et non seulement à l'arrivée. Le départ, c'est le diagnostic des besoins et la construction des projets à partir de ces besoins. Il est désormais indispensable d'adapter la citoyenneté à une société multiculturelle, c'est-à-dire de trouver les modalités d'un vivre ensemble qui ne dénigre pas un certain nombre de différences dans les identités des personnes et des groupes sociaux tout en cultivant le partage d'un destin et de valeurs humaines communs.

Il est désormais indispensable d'adapter la citoyenneté à une société multiculturelle.

Il est nécessaire pour les habitants de libérer leurs capacités créatrices dans tous les domaines de la vie sociale culturelle et économique, de saisir la complexité du fonctionnement de la ville, des contradictions et des enjeux qui s'y expriment ; de s'approprier les diverses échelles de la ville et de leur gouvernance (espace de proximité, voisinages plus ou moins proches) ; de se considérer tout à la fois comme individus et êtres sociaux, « êtres sociaux qui renoncent à une liberté absolue pour se soumettre à l'intérêt général, individus à qui la société garantit respect de leurs droits matériels, moraux et civiques » ; d'être libérés des carcans de la corruption et du clientélisme ; de ressentir une

satisfaction de vivre pour se projeter avec audace sur l'avenir, d'embrasser des utopies.

Une préoccupation majeure sera d'assurer la sécurité des personnes dans ces lieux de vie soumis à un rapide bouleversement humain, avec ce que cela peut revêtir d'exacerbation des conflits potentiels entre communautés, d'ethnies, de coutumes, voire de religions différentes. La préoccupation de mixité sociale devra en permanence être en tension avec une tendance naturelle à l'enfermement ou au repli communautaire.

« Pouvoir d'agir » et équité territoriale face à la pauvreté

La dynamique urbaine, qu'elle soit métropolitaine ou territoriale, ne bénéficie pas de la même façon à tous. Sous l'effet notamment de la mobilité des activités et des populations, elle redessine la carte des territoires mais aussi celle de la précarité qui se diffuse et de la pauvreté dont les formes se diversifient. Le double phénomène d'accroissement de la pauvreté et de concentration dans les villes pousse un grand nombre d'acteurs à chercher des voies nouvelles pour l'inclusion et le renforcement des capacités des individus. La contrainte financière qui s'exerce de manière aigüe, encourage positivement les organisations et les individus à de nouvelles formes d'organisation. Confrontées à des questions sociales inédites, les politiques publiques urbaines doivent changer et innover.

Changer : en articulant l'entrée par public et l'entrée par territoire. Autrement dit, en cherchant à harmoniser les politiques nationales de redistribution et la politique de la ville s'exerçant au niveau local. Les politiques sociales universalistes sont aveugles. Elles traitent les individus sans distinction alors que la politique de la ville promeut le traitement territorialisé de la pauvreté circonscrite aux quartiers. De plus, la segmentation administrative et la spécialisation professionnelle des acteurs rendent difficiles l'articulation des objectifs de développement territorial et de promotion des parcours des individus.

Innover : pour répondre aux besoins sociaux actuels, les réponses doivent faire de la mobilité, de l'accessibilité et de la mise en capacité des populations un objectif premier des politiques sociales. Cela suppose de dépasser la seule logique de secours pour adopter une perspective plus dynamique et préventive qui s'attacherait au parcours des individus. Accomplir ce changement requiert de savoir mobiliser l'innovation sociale dans la conception et la mise en œuvre des politiques d'aménagement et dans l'accompagnement des individus en situation de fragilité.

Savoir mobiliser l'innovation sociale dans la conception et la mise en œuvre des politiques d'aménagement et dans l'accompagnement des individus en situation de fragilité.

Penser la pauvreté en termes généraux ne produit que des réponses génériques et médianes, difficilement adaptables aux situations particulières des personnes. A contrario, situer l'individu au cœur de la démarche engendre des schémas de pensée plus souples et adaptables. Il en résulte des politiques innovantes et inclusives, génératrices de dynamiques sociales et culturelles particulièrement positives.

Ainsi les formules d'habitat coopératif recèlent un potentiel à produire, avec des coûts mieux maîtrisés, plus durable, tant au niveau des modes de conception, que de réalisation et de gestion de l'habitat. La dynamique coopérative permet l'inclusion de personnes moins dotées financièrement. De tels systèmes permettent la mise en œuvre d'une véritable solidarité de proximité. En outre, ils favorisent la responsabilisation des individus.

A cet égard, la médiation se présente comme un outil puissant, et les dynamiques de « d'autonomisation » montrent à quel point la médiation joue un rôle de premier plan. Toutefois, le temps long semble nécessaire pour créer les conditions du dialogue entre l'institution et l'individu par la voie de la médiation (assurée sous la forme associative dans bien des cas). La durabilité engendre la mise en confiance des acteurs et encourage la parole.

Ce constat illustre parfaitement une tendance à l'équilibrage entre une stricte application des politiques de

guichet délivrées uniformément versus une recherche d'adaptabilité à la demande toujours singulière de l'individu.

La régulation urbaine par la solidarité

Il faut faire la place – sans faire litière des actions de redistribution classiques par la puissance publique – à des processus de régulation et de rééquilibrage fondés sur la solidarité – il ne s'agit même plus seulement de solidarité au sens de l'équité sociale, mais de solidarités objectives entre sous-ensembles territoriaux. Seuls ces processus sont en mesure de réaliser certaines formes de valorisation dont la ville ne peut plus faire l'économie ; il ne s'agit pas seulement d'aider au déploiement de ces projets, mais aussi d'éviter leur élimination par la prépondérance de modes de production de la ville régis par une évaluation partielle et primaire de leur productivité.

Il faut faire la place à des processus de régulation et de rééquilibrage fondés sur la solidarité.

Les sociétés urbanisées commencent à découvrir l'intérêt de ces stratégies de solidarité interterritoriales : en France, par exemple, avec les Contrats de Réciprocité Métropoles-territoires ruraux, ou, selon une focale plus réduite, avec les Contrats de Développement Territorial, ou les Pôles Territoriaux de Coopération Economique, qui ont pour finalité de mettre en synergie les entreprises, les structures de l'Economie Sociale et Solidaire et les collectivités publiques, au service d'un nouveau modèle de développement territorial. L'intérêt de ces démarches, encore en phase exploratoire, est moins dans l'identification d'une « performance » encore difficile à mesurer à ce stade, que dans la substitution de valeurs d'interdépendance au concept inapproprié de « concurrence des territoires ».



Participer, co-produire, collaborer. ©Ville de Malmo

NOUVELLE DONNE INTERNATIONALE

Les changements géopolitiques et la multiplication des conflits et guerres locales, la prégnance des idéologies identitaires, racistes et xénophobes, les atteintes aux droits de l'Homme et à la démocratie, les inégalités de développement, les compétitions dans l'accès aux ressources, ne sont pas sans conséquences dans la vie présente ou pour l'avenir de nombreuses villes. Plus que jamais, les villes et les métropoles d'un continent, du monde, sont interdépendantes et en réseaux. Elles partagent aussi bien les risques, les conséquences de leurs crises, que les bienfaits de leurs progrès. Elles sont à une croisée de chemins : fonder les relations internationales sur la concurrence et la compétition, ou choisir la coopération et la solidarité.

A l'occasion de la conférence régionale des Nations Unies organisée à Prague⁸ des réseaux tels que l'IAU (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile de France), Metropolis, INTA, ISOCARP, CGLU, URBACT, AdP Villes en Développement entre autres se sont accordés sur plusieurs conclusions.

Les réseaux nationaux et internationaux de collectivités et de praticiens de l'urbain sont des acteurs clés pour aider villes et territoires dans la mise en œuvre du nouvel agenda urbain. Les gouvernements nationaux doivent reconnaître l'importance de ces réseaux et de leurs programmes, et les associer à la conception des politiques de développement urbain en s'appuyant sur leurs expériences et connaissances, et les soutenir financièrement si nécessaire.

La coopération « Peer-to-Peer » entre villes et organisations de praticiens de l'urbain a joué un rôle crucial dans l'amélioration des capacités des villes à mieux gérer leurs territoires. La coopération entre villes, les échanges, les formations professionnelles, les séminaires, etc. sont des outils pour sensibiliser les décideurs et renforcer leurs capacités techniques opérationnelles au niveau local. La coopération locale ne remplace pas la coopération bilatérale (nationale), mais fournit un soutien utile et aide, même de façon limitée en raison de cadres juridiques contraints. Les gouvernements nationaux pourraient adopter un cadre juridique approprié pour aider les autorités locales à développer une coopération internationale au service de leur développement urbain et territorial.

Villes, villages et territoires auront à mettre en œuvre le nouvel agenda urbain. Les gouvernements locaux,

Les gouvernements nationaux pourraient adopter un cadre juridique approprié pour aider les autorités locales à développer une coopération internationale au service de leur développement urbain et territorial.

les organisations de praticiens de l'urbain, la société civile et d'autres partenaires de la ville devraient avoir un accès direct et être associés aux organes et processus de prise de décision au niveau international sur les questions de développement urbain et territorial.

La planification intégrée souple (politiques et stratégies urbaines) est essentielle pour encadrer, préserver et protéger l'environnement et le patrimoine; aussi, l'accès direct à des prêts et à des subventions de bailleurs internationaux pourrait grandement aider à placer le développement économique et social dans le cadre approprié et à la bonne échelle.

Une approche intégrée est une condition préalable à des politiques urbaines durables. La planification et la mise en œuvre des politiques se conçoivent à la fois selon une intégration horizontale des politiques sectorielles et selon une intégration verticale des acteurs clés de l'urbain au niveau local, régional et national.

Le leadership exprimé sur un mode participatif est nécessaire à la réussite de la planification et à l'exécution des politiques urbaines intégrées. L'approche participative est liée à l'approche intégrée. Lorsque les politiques intégrées et participatives font défaut, les responsables locaux peuvent se tourner vers des projets innovants et mettre à profit les capacités des réseaux de ville et de praticiens de l'urbain pour partager leur expérience avec d'autres collectivités territoriales.

Le changement climatique fait appel à la planification territoriale. La création d'un fonds vert international consacré au changement climatique est l'un des moyens d'intervention. Ce fonds pourrait bénéficier d'un mode spécifique d'attribution des subventions accessible aux collectivités locales, aux organisations de praticiens de l'urbain et à des organismes de la société civile.

Partout dans le monde, le secteur du logement est en crise. L'organisation actuelle de la production de

8. Conférence régionale des Nations Unies Habitat Européen, 16-18 mars 2016, Prague

logement ne permet pas de garantir un habitat convenable et abordable pour une grande partie de la société, créant de plus en plus de situations d'insalubrité. Les gouvernements, les bailleurs internationaux, les organisations de collectivités et de praticiens de la ville doivent unir leurs efforts pour faire face à ce défi persistant et créer des mécanismes financiers, techniques et institutionnels pour produire un logement adéquat, convenable et abordable pour tous.

Les gouvernements, les autorités locales et les administrations devraient reconnaître l'habitat informel comme un processus légitime et historique de construction des villes, en particulier lorsque les capacités et les compétences publiques, mais aussi le secteur du logement privé, sont incapables de produire des logements pour tous. De nouvelles sources de financement et de nouveaux mécanismes de prestations pour un logement adéquat devraient être explorées, en coopération avec toutes les parties prenantes.

La finance internationale est de plus en plus liée à des investissements peu adaptés aux besoins du développement durable de la ville. De grandes « villes fantômes » se créent dans les pays en développement et développés, aussi bien en régime autoritaire que dans l'économie libérale. Le résultat est une spéculation foncière et immobilière et la privatisation des espaces publics. La ségrégation sociale et spatiale augmente notamment dans les zones urbaines non réglementées. Les gouvernements nationaux et locaux ont la responsabilité de réglementer et de surveiller le logement et les marchés immobiliers par des mécanismes ou des incitations appropriées et acceptables.

En conclusion, l'INTA appelle l'attention de ses membres et de ses partenaires, et des décideurs politiques au niveau national ou local, sur les réseaux internationaux de praticiens qui ont la capacité de mobiliser une grande diversité d'acteurs de la ville pour favoriser des solutions urbaines durables dans le cadre de l'Agenda urbain mondial.

L'INTA invite ses membres et ses partenaires, et les décideurs politiques au niveau national ou local, à reconnaître l'importance de suivre les progrès, d'évaluer l'impact et assurer la mise en œuvre efficace et rapide des principes du nouvel Agenda urbain mondial.

L'INTA invite ses membres et ses partenaires, et les décideurs politiques au niveau national ou local, à reconnaître la contribution du secteur privé de la construction, de l'aménagement et de l'immobilier dans la production de la ville et comme partenaire dans l'échange d'expériences et de solutions opérationnelles.

Des moyens opérationnels dédiés apportés aux réseaux des professionnels du développement urbain par les bailleurs internationaux et les autorités nationales faciliteraient grandement la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain Mondial.

L'INTA invite ses membres et ses partenaires, et les décideurs politiques au niveau national ou local, à reconnaître le rôle positif des gouvernements locaux et des réseaux professionnels dans le développement des capacités locales d'une part, et dans la formulation des politiques urbaines et territoriales d'autre part.

Des moyens opérationnels dédiés apportés aux réseaux des professionnels du développement urbain par les bailleurs internationaux et les autorités nationales faciliteraient grandement la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain Mondial.

L'INTA invite ses membres et ses partenaires, et les décideurs politiques au niveau national ou local, à reconnaître le rôle positif des gouvernements locaux et des réseaux professionnels dans le développement des capacités locales d'une part, et dans la formulation les politiques urbaines et territoriales d'autre part.

PARTENAIRES DE L'INITIATIVE INTA

Le Conseil d'administration est reconnaissant pour leur soutien à :



Le Conseil d'administration de l'INTA est reconnaissant à toutes les personnes, institutions, organisations et collectivités qui ont permis et enrichi cette initiative au cours de ses longs mois de maturation.

Le Conseil d'administration de l'INTA est reconnaissant pour leur soutien à CDC, Grenoble Alpes Métropole, Aguas Andinas, Groupe RATP, Fundacion Chile, Groupe Carrefour, PT Ciputra Residence et la Fondation Palladio.

Afrique

<i>Bénin</i>	Ministère de la décentralisation à Cotonou
<i>Maroc</i>	Agence de l'Oriental à Oujda
<i>Togo</i>	École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme à Lomé

Amérique Latine

<i>Chili</i>	Groupe Aguas Andinas, Fondation Chile à Santiago du Chili
<i>Colombie</i>	Ville de Medellin
<i>Equateur</i>	Ministère du logement et de l'environnement
<i>Mexique</i>	Ville de Puebla, Institut de planification de Puebla
<i>Pérou</i>	Direction générale de la politique et du règlement sur le logement et le développement urbain, Conseil régional d'Arequipa
<i>Venezuela</i>	Institut métropolitain de planification de Caracas

Amérique du Nord

<i>Canada</i>	Ville de Montréal, Université McGill à Montréal
---------------	---

Asie

<i>Indonésie</i>	PT Ciputra Residence
<i>Taiwan</i>	Ville de Taïpeh

Europe

<i>France</i>	Association Internationale villes et Port (AIVP), Association pour l'amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles (AGTER), Atelier Bastille-Ecole d'Architecture de Paris la Seine, CODATU Fondation et Institut Palladio Grenoble Alpes Métropole Groupe Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), Groupe RATP, Groupe Carrefour, Métropole de Lyon New CITYzens, Plateforme INTA Auvergne Rhône Alpes, Ville de Paris Réciprocité
<i>Italie</i>	Ville de Santa Margherita Ligure
<i>Pays-Bas</i>	Université Fontys à Tilburg
<i>Portugal</i>	Ville de Lisbonne, Université technique de Lisbonne
<i>Suède</i>	Ville de Malmö, Réseau des villes nordiques

ANNEXES

Le fait métropolitain montre les limites des cadres normatifs. Les grandes villes latino-américaines ont besoin de mettre en place un système de réforme territoriale. D'où le besoin de connaître et de comprendre les positions des acteurs.

– Les singularités du contexte latino-américain

La première singularité est celle des relations de pouvoir en constant changement ce qui implique un repositionnement des acteurs publics et privés. Certains analystes notent un retour périodique de tentations autoritaires, ainsi qu'une instabilité politique latente, qui est due au manque de crédibilité et de légitimité perçues des institutions. Cela se traduit par une difficulté à anticiper le panorama institutionnel, à planifier des actions. Ce problème de fragilité des institutions complique la mise en place de projets territoriaux, de long terme par définition.

Des questions s'imposent : que faire, face au besoin d'adopter une position ? Peut-être prendre du recul pour avoir une meilleure perspective et compréhension des intérêts en jeu, et sur les déterminants des acteurs. L'Amérique latine dans sa diversité et complexité offre une palette de positions et de contrepositions ; entre démocratie d'une part et populisme et autoritarisme d'autre part tant de droite que de gauche, tant néolibérale que progressiste.

Est-ce que l'indéfinition est une formule d'adaptation aux changements constants ? Comment construire un projet territorial soit à l'échelle de la ville, soit à l'échelle métropolitaine ? Comment changer la vision des acteurs qui aujourd'hui se consacrent à discuter avec leurs voisins pour des limites territoriales, au lieu d'avancer vers une solidarité territoriale dans un sens plus large que dans sa conception française.

Comment insérer dans la discussion publique le rôle des autorités décentralisées ? Cela n'est pas seulement une question de compétences, mais aussi la

nécessité d'une structure de gestion adaptée telle qu'agence d'urbanisme ou structures métropolitaines, dans un contexte où la population demande moins de bureaucratie.

Le fait métropolitain montre les limites des cadres normatifs. Les grandes villes latino-américaines ont besoin de mettre en place un système de réforme territoriale. D'où le besoin de connaître et de comprendre les positions des acteurs.

La question de *bien vivre* et de *vivre ensemble* implique l'existence d'un projet commun et c'est là où on doit être concret pour avoir le soutien des acteurs. Deux problèmes majeurs pour le bien vivre : la violence et l'impunité. L'une reste liée à l'autre, et leur présence signifie clairement un risque pour tout effort de construire un projet de « vivre ensemble ». L'investissement social reste un prérequis important pour réduire la violence.

Les grandes villes latino-américaines occupent les premières positions dans le classement des « villes dangereuses pour les femmes », que ce soit une situation réelle (pour les habitants) ou une perception (pour les autorités), les faits sont là, et le pouvoir public doit mettre en place des projets pour réduire les dangers de la ville ; dans les transports, dans la rue, même dans les espaces semi-publics comme les espaces de travail, il est important de réduire la sensation de vulnérabilité !

– Innovations et expérimentations : repères

L'innovation urbaine est à la fois technique et sociale et les étudiants de l'Université McGill de Montréal (Canada), comme ceux de l'Université Fontys de Tilburg (Pays-Bas) ou de l'Atelier Bastille - Ecole d'Architecture de Paris la Seine (France), ont identifié des centaines d'exemple d'initiatives locales. Ci-dessous une liste non exhaustive de ces innovations sur lesquelles se construira la ville de demain.

Économie Urbaine

Detroit Empowerment Plan:

<http://www.empowermentplan.org/>

Green Living in Denmark:

<http://denmark.dk/en/green-living>

“Organizing in the Informal Economy: A Case Study of the Minibus Taxi Industry in South Africa”:

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/@ifp_seed/documents/publication/wcms_117698.pdf

World Bank and Cities Alliance “Upgrading for Growth” slum upgrading initiative in Ekurhuleni, South Africa:

http://www.citiesalliance.org/ca_projects/detail/4647

https://www.citiesalliance.org/sites/citiesalliance.org/files/CA_Images/SUFactsheet_English_0.pdf

“Women Working in the Shadows: The Informal Economy and Export Processing Zones”:

<http://digitalcommons.ilr.cornell.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1408&context=globaldocs>

“Leading Slum Dwellers around the World to Improve Their Cities” - Slum Dwellers International | 2014 Skoll Award For Social Entrepreneurship - #skollwf:

<https://www.youtube.com/watch?v=vxJsgOF8Cic&feature=youtu.be>

Asian Coalition for Housing Rights (ACHR), Bangkok, Thailand:

<http://unsdsn.org/about-us/people/somsook-boonyabantha/>

<https://www.youtube.com/watch?v=RiXkir23GGE>

Cohésion Sociale (Équité) et Cohérence Territoriale (Solidarité)

Curitiba garbage exchange program:

http://wwf.panda.org/wwf_news/?204414/Curitiba-waste-as-resource

The Eco-Pesa Program in Kenya:

<http://www.modernmoneynetwork.org/?q=resources/eco-pesa-evaluation-complementary-currency-programme-kenyas-informal-settlements>

Slum upgrading initiatives rather than slum clearance and displacement:

<http://www.citiesalliance.org/About-slum-upgrading>

Jugaad urbanism as a recognition of creativity and innovation among slum dwellers:

Slum mapping in Mumbai using Twitter data:

<http://www.pbs.org/wnet/need-to-know/culture/jugaad-urbanism-the-mother-of-invention/9414/>

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2226585615000229>

Ta No Mapa favela-mapping project in Brazil:

<https://www.jwt.com/pt/brazil/trabalhos/tanomapa/>

Building community and social capital through support of the arts:

<http://www.lumieresdelaville.net/2016/02/08/a-grenoble-des-machines-a-recits-vous-aident-a-patier-dans-lespace-public/>

Haas & Haan – How Painting can Transform Communities (TedTalk):

<https://www.youtube.com/watch?v=iCXfJVCg1LA>

Transition
Écologique
et Énergétique

Green infrastructure bylaws and schemes in Toronto and Los Angeles:

<http://www.adb.org/sites/default/files/publication/149164/urban-climate-change-resilience-synopsis.pdf>

Capacity building through knowledge sharing (ICLEI: Local Governments for Sustainability):

<http://www.iclei.org>

Decreasing carbon footprints of cities (Copenhagen):

<https://stateofgreen.com/en/profiles/city-of-copenhagen/solutions/copenhagen-carbon-neutral-by-2025>

City of Oakland bylaw: 50% of construction debris must be re-used in new construction:

<http://www2.oaklandnet.com/Government/o/PWA/o/FE/s/GAR/OAK024368>

A Dutch City Makes Room for its River and a New Identity:

<http://www.citylab.com/design/2015/05/a-dutch-city-makes-room-for-its-river-and-a-new-identity/393404/>

Manufactured Landscapes:

<https://www.youtube.com/watch?v=KVybNCPzG7M>

“Equal Interactions between the Natural and the Urban”

<https://www.youtube.com/watch?v=Ey1LynXGNvA&feature=youtu.be>

Ghana bags a handy new way to tackle plastic waste:

<http://edition.cnn.com/2010/WORLD/africa/06/01/ghana.trash.bags.waste/>

Ciudad Saludable (“Healthy City”) is a non-profit organization founded in 2002 that seeks to build healthy, inclusive cities where everyone can live in harmony, with justice and equality of opportunity:

<http://skoll.org/organization/ciudad-saludable/>

Quartiere Intelligente, Naples, a space that stages the new urban ecology, disclosing a new environmental and technological culture, sensitive to issues of recycling, energy conservation, the sharing economy, the contemporary artistic research.

<http://quartiereintelligente.it/napoli/>

San Francisco - Zero Waste is sending nothing to landfill or incineration. SF Environment creates policies that reduce waste, and increase access to recycling and composting:

<http://sfenvironment.org/zero-waste>

“America Walks” and “Every Body Walk! Collaborative” campaigns:

<http://americawalks.org/partner-directory/everybody-walk-collaborative-2/>

Bus Rapid Transit in Bogota:

<http://www.colombiainfo.org/en-us/cities/bogota/transmilenio.aspx>

Building Health Literacy in the United States, activities by state:

<http://www.cdc.gov/healthliteracy/statedata/>

Canada’s “Preventive Public Health Systems and Adaptation to Changing Climate Program”:

<http://www.phac-aspc.gc.ca/hp-ps/eph-esp/pph-psp-eng.php>

Place-making and collective urban planning in North America:

<http://www.halifax.ca/culture/CommunityArts/Placemaking.php>;

<https://www.arts.gov/grants-organizations/our-town/introduction>;

<http://www.artscapediy.org/Creative-Placemaking.aspx>

<http://www.shareable.net/blog/city-repair-from-illegal-street-painting-to-city-sanctioned-placemaking>

“Can cities become too big?”:

<http://www.bbc.com/future/story/20150402-can-cities-become-too-big>

Place-making in Budapest:

<http://www.trendingcity.org/#/liberty-bridge-budapest/>

Place-making in Hong-Kong - Pocket Parks Collective - Collective of young people aiming to find common uses of green public space of Hong Kong:

<http://towardsthehumancity.org/initiatives/pocket-parks-collective-hong-kong-china/>

Social Street – Bologna - Italian Neighbors Build a Social Network, First Online, Then Off:

http://www.nytimes.com/2015/08/25/world/europe/italian-neighbors-build-their-own-social-network-online-and-off.html?_r=0

Gudran Association for Arts and Development – Alexandria - preserves culturally-unique and architecturally-distinct places in Alexandria that are threatened by the external forces of industry, urban development, and government seizure:

<http://gudran.com/>

Qualité de Vie,
Bien-Être, Santé,
Identité Urbaine

Démocratie Territoriale

The Neighborhood Revitalization Program and empowerment of local residents:

<http://www.nrp.org/R2/AboutNRP/Basics/Primer.html>

“E-governance and Citizen Participation in West Africa: Challenges and Opportunities”:

<http://www.comminit.com/governance-africa/content/e-governance-and-citizen-participation-west-africa-challenges-and-opportunities>

Faire Montréal - Une plateforme collaborative pour découvrir des projets, contribuer à leur développement et suivre leur évolution :

<https://fairemtl.ca/>

San Francisco's policies encourage the design and development of 'Better Streets' – streets that work for all users. A Better Street attends to the needs of people first, considering pedestrians, bicyclists, transit, street trees, stormwater management, utilities, and livability as well as vehicular circulation and parking:

<http://www.sfbetterstreets.org/>

Financement Smart et Alternatif pour le Développement Urbain

Participatory Funding Platforms:

<https://www.kisskissbankbank.com/>

<https://www.lendopolis.com/>

<https://fr.ulule.com/>

<http://www.participatorybudgeting.org/>

<https://www.bulbintown.com/>

<https://co-city.fr/>

<https://www.spacehive.com/>

http://www.babyloan.org/fr/projets_solidaire/liste_projets

Mobilité et TIC

Curitiba rapid bus transit system:

<http://www.theguardian.com/cities/2015/may/26/curitiba-brazil-brt-transport-revolution-history-cities-50-buildings>

Bus Rapid Transport in Chengdu, China:

<https://nextcity.org/daily/entry/brt-trains-transit-chinas-urban-perimeters-a-transit-invasion>

Safetipin app, developed 'safety score' for streets and improves urban governance through efficient data collection systems:

<http://safetipin.com/>

Transit app:

<http://transitapp.com/>

Walkability, street art, and ICTS:

<http://www.paintthisdesert.com/field-notes/-art-as-tool-for-city-planning-and-downtowns-walkability>

Traffic monitoring project in Medellín, Columbia:

<https://nextcity.org/daily/entry/the-high-tech-traffic-nerve-center-thats-changing-medellins-driving-culture>

Crowdsourcing stakeholder opinions - Street Bump:

<http://www.streetbump.org>

Travelly – Lahore - An Uber-like app to use Tuk-tuks :

<https://www.techinasia.com/travelly-pakistan-transport-app-startup>

Mellowcabs – Cape Town - Electric bicycle taxis in self-service funded by advertisements that are posted on them :

<http://edition.cnn.com/2014/11/28/business/mellowcabs-taxi-south-african-transportation/>

Tawseela – Cairo - Carpooling minibuses on several predefined paths in the city. Passengers can purchase online very easily, then choose path and package. They can also propose new routes to be studied and possibly implemented by the company :

<http://www.dailynewsegypt.com/2013/11/18/tawseela-comfortable-transportation-with-a-twist/>

Participation
et Culture
Commune
pour l'Inclusion

Participatory GIS initiatives:

<http://www.ppgis.net/>; http://geofocus.rediris.es/2013/Editorial1_2013_1.pdf

“Cities for People” movement in Canada:

<http://citiesforpeople.ca/en/>

“Dimensions of Favela Youth Online Reactions to Human Rights Violations before Rio 2016”:

http://www.csduppsala.uu.se/devnet/CivilSociety/Outlookserien/2013,%20ClaimCit/ClaimCity_Cust%C3%B3dio.pdf

“Urban green space, public health, and environmental justice: The challenge of making cities ‘just green enough’”:

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0169204614000310>

MOBA – Sarajevo - Transforming Sarajevo Neighbourhoods :

<http://www.sarajevotimes.com/?p=26391>

Biodiversité

Method for valuing ecosystem assessment:

<http://esvaluation.org/>

Greening the city initiative in NYC:

<https://www.asla.org/ContentDetail.aspx?id=43535>

Urban ecology plan in Sydney:

<http://www.cityofsydney.nsw.gov.au/vision/towards-2030/sustainability/urban-ecology/urban-ecology-action-plan>

Urban agriculture initiative in Montreal:

<http://agriculturemontreal.com>

Native species conservation in NYC:

<http://www.nycgovparks.org/greening/greenbelt-native-plant-center/conservation-initiative>

Kibera urban farming – Nairobi - A Kenyan government initiative is helping a growing community of residents to tackle food insecurity in one of the largest slum areas in Africa

<https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2015/may/18/how-to-grow-food-in-a-slum-sack-farmers-kibera-urban-farming>

Programme « ruelle verte » à Montréal :

https://www.eco-quartiers.org/ruelle_verte

Technologie
et Territoires

Google’s “Project Loon” offering balloon-powered internet connection:

<https://www.google.com/loon/>

M Pesa system in Kenya:

<http://www.economist.com/blogs/economist-explains/2013/05/economist-explains-18>

Coordinated and integrated city management through technology – Rio de Janeiro:

<http://asmarterplanet.com/blog/2012/03/smarter-leadership-how-rio-de-janeiro-created-an-intelligent-operations-center.html>

The international open data for resilience initiative:

<https://www.gfdr.org/opendri>

Imprimée avec le soutien de la RATP



Retrouver cette contribution en ligne en anglais, français et espagnol, plus d'informations, des rapports par activités, photos et autres documentations dans la section spéciale de notre site internet dédiée à l'Initiative INTA pour Habitat III.

—
Contact :

Secrétariat International de l'INTA
18 rue Daval, 75011, Paris, France
@: intainfo@inta-net.org
www.inta-aivn.org

International Urban
Development Association

Association Internationale
du Développement Urbain

INTA